ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 4 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1019 ■

APN

Reprise de l'examen du PLF 2027

P 16

MARCHÉS DU CARBONE ET FINANCE CLIMATIQUE

L'Algérie prépare le terrain aux investisseurs

L'Algérie ambitionne de se positionner sur les nouvelles opportunités offertes par la finance climatique et les marchés du carbone. Pour cela, elle entend se doter d'un cadre national capable de mobiliser les investissements publics et privés, nationaux et internationaux. Cette ambition a été affichée ce mardi à Alger, lors de l'ouverture d'un atelier national consacré à ces deux mécanismes. P 3



RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'AEP

44 milliards de DA prévus en 2027

Le secteur de l'hydraulique prévoit de consacrer une enveloppe de 44 milliards de dinars, en 2027, au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) à travers les différentes wilayas du pays.

P 2

LE SOLAIRE EN TOITURE ET L'AUTOCONSOMMATION

Quels modèles de développement pour l'Algérie à la lumière des expériences mondiales et régionales ?

La transition énergétique n'est plus une option, elle est devenue une urgence climatique, doublée d'un impératif de sécurité d'approvisionnement. Les coupures estivales qui frappent certaines localités, les tensions hivernales qui en affectent d'autres, et les soubresauts des marchés de l'énergie rappellent brutalement que la fiabilité de l'approvisionnement est une condition fondamentale pour le bien-être des individus, ainsi que pour la rentabilité et la pérennité des entreprises en particulier les plus énergivores.

Par Mohamed Rachid Cheriti

P 5

VINGT ANS DE PARTENARIAT

Alger et Séoul veulent franchir un nouveau cap

L'Algérie et la République de Corée veulent donner une nouvelle dimension à leur partenariat stratégique, en privilégiant les investissements productifs, le transfert de technologies et le renforcement des capacités nationales. Cette ambition a été mise en avant hier à Alger, lors d'une conférence sur la stratégie future Corée-Algérie, organisée à l'occasion du vingtième anniversaire de l'établissement du partenariat stratégique entre les deux pays.

P 16

STOCKAGE DES CÉRÉALES

De nouvelles infrastructures à Tissemsilt P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie et la Suisse explorent de nouvelles pistes de coopération P 2

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

L'Algérie "un pont géographique" vital entre le nord et le sud de l'Afrique P 4

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie et la Suisse explorent de nouvelles pistes de coopération

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a reçu, hier, au siège de son département ministériel, l'ambassadrice de Suisse en Algérie, Marion Weichelt, accompagnée d'une délégation du groupe pharmaceutique Novartis, leader mondial dans le développement et la production de médicaments innovants et de thérapies géniques.
Cette rencontre a permis de présenter les activités de Novartis en Algérie et à l'international, ainsi que son expertise dans le développement et la production de médicaments innovants, notamment dans les domaines de la recherche scientifique et technologique, des thérapies géniques et des biotechnologies avancées.
À cette occasion, le ministre a réaffirmé la disponibilité de son secteur à accompagner les opérateurs économiques souhaitant développer leurs activités et investir en Algérie. Cette démarche vise à consolider les partenariats industriels, à favoriser le transfert de compétences et de technologies modernes et à renforcer les capacités nationales dans l'industrie pharmaceutique.
Wassim Kouidri a également mis en avant la dimension stratégique du projet de l'Institut algérien de thérapie cellulaire, dont la réalisation est assurée par le groupe public Saidal, en collaboration avec des institutions étrangères de premier plan. Ce projet national ambitionne de mettre à la disposition de l'Algérie des technologies thérapeutiques avancées et de renforcer les capacités de prise en charge des patients conformément aux dernières innovations scientifiques et médicales.
Dans ce contexte, le ministre a souligné que le développement des thérapies géniques, qui ouvre des perspectives prometteuses dans le traitement de nombreuses maladies complexes, pourrait constituer une valeur ajoutée pour les prestations et les traitements proposés par cet institut. Il contribuerait également à élargir l'accès aux technologies thérapeutiques modernes, à renforcer la souveraineté sanitaire nationale et à améliorer la qualité des services de santé.
De son côté, l'ambassadrice suisse a salué la qualité des relations bilatérales entre l'Algérie et la Suisse, particulièrement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Elle a exprimé l'intérêt de son pays à approfondir cette coopération à travers le développement de partenariats dans les médicaments innovants et les technologies thérapeutiques avancées, ainsi que par l'échange d'expertises et le transfert de technologies.

R E.

RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'AEP

44 milliards de DA prévus en 2027

Le secteur de l'hydraulique prévoit de consacrer une enveloppe de 44 milliards de dinars, en 2027, au renouvellement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) à travers les différentes wilayas du pays.

Synthèse Z R.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité hydrique et de l'amélioration du service public de l'eau, notamment à travers la réduction des pertes sur les réseaux et la modernisation des infrastructures de distribution.
L'annonce a été faite lundi à Tlemcen par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, qui a indiqué qu'un programme de renouvellement des anciennes canalisations sera engagé progressivement, en accordant une attention particulière aux vieux quartiers. L'objectif est de remédier aux fuites, de mettre fin aux raccordements anarchiques et de corriger les dysfonctionnements affectant les réseaux. Selon le ministre, 15 wilayas ont déjà bénéficié d'opérations similaires. Ce programme de renouvellement vise notamment à réduire les fuites et améliorer la distribution de l'eau potable. Dans cette perspective, le ministre a insisté sur la formation des ressources humaines afin d'accompagner la modernisation du secteur, notamment en matière de gestion intelligente des installations et de contrôle à distance des équipements.
Parallèlement à la rénovation des réseaux, le département de l'Hydraulique entend renforcer les capacités nationales de stockage. À ce titre, Lounès Bouzegza a fait état de plusieurs projets de réalisation de barrages, ainsi que de l'inscription de 30 nouvelles études en vue de la construction de nouveaux ouvrages. L'Algérie dispose actuellement de 83 barrages, dont la capacité annuelle de stockage est estimée à 8,6 milliards de mètres cubes.
Le développement des transferts d'eau figure également parmi les axes de cette stratégie. Le ministre a ainsi annoncé le lancement prochain d'un projet de transfert depuis la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Djinet 2, dans la wilaya de Boumerdès, vers le barrage de Koudiat Acerdoune, à Bouira. Supervisée par l'Algérienne des eaux (ADE), cette opération permettra de renforcer l'approvisionnement de plusieurs wilayas, notamment Bouira, Médéa, M'Sila et une partie de Tizi Ouzou.

Un projet structurant pour Sétif

Cette dynamique de renforcement des infrastructures hydrauliques s'est également illustrée mardi à Sétif, où le ministre a donné le coup d'envoi des travaux du projet d'alimentation en eau potable de la ville d'El Eulma et de 15 autres communes du nord-est de la wilaya, à partir du barrage de Draâ Eddis.
Mobilisant un investissement public de 18 milliards de dinars, ce projet prévoit la distribution d'environ 166.000 mètres cubes d'eau par jour. Il permettra de répondre aux besoins de près de 600.000 habitants, un nombre appelé à atteindre environ 750.000 à l'horizon 2040.
Selon Lounès Bouzegza, les travaux devront être achevés dans un délai inférieur à 15 mois. Il a précisé que les mesures préliminaires, notamment la sélection des entreprises chargées de la réalisation, ont été finalisées, insistant sur la nécessité d'assurer un suivi permanent du chantier afin de respecter les délais fixés.
Le projet vise à combler le déficit enregistré dans l'approvisionnement en eau potable dans la partie nord-est de la wilaya et à améliorer la continuité du service public. Il s'inscrit dans une stratégie reposant sur la diversification des sources d'approvisionnement, avec le recours à l'eau dessalée pour renforcer la partie nord de la wilaya et aux forages pour répondre aux besoins de la partie sud.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

De nouvelles infrastructures à Tissemsilt

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ali Khaldi, a salué, hier à Tissemsilt, le renforcement des capacités de la wilaya en matière de stockage des céréales, à la faveur de la mise en service de nouvelles infrastructures et du lancement de projets stratégiques visant à accroître les capacités de stockage et à rapprocher les structures de collecte des agriculteurs.
Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que ces infrastructures permettront de consolider les capacités de stockage et de rapprocher les structures de collecte des agriculteurs, contribuant ainsi à améliorer les conditions de collecte et de conservation des récoltes, ainsi qu'à accompagner les professionnels de la filière céréalière, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
Dans ce contexte, M. Khaldi a supervisé l'inauguration d'un Centre de stockage de céréales de proximité, dans la commune de Tissemsilt, d'une capacité de 50.000 quintaux, ainsi que d'un silo de stockage de céréales, dans la commune de Khemisti, d'une capacité de 200.000 quintaux. Il a également inspecté le projet de réalisation d'un autre silo stratégique d'une capacité d'un million de quintaux, ainsi que de deux Centres de stockage de proximité, devant permettre de renforcer les capacités de la wilaya en matière de stockage de cette denrée stratégique et d'étendre le réseau des structures de collecte à travers les différentes régions de la wilaya.
Le ministre a également inauguré une chambre froide relevant de l'entreprise publique "Méditerranéenne du Froid", implantée dans la commune de Khemisti, d'une capacité de stockage de 5.000 mètres cubes. Baptisée du nom du défunt moudjahid Mohamed Mekkaki, cette infrastructure vise à valoriser les produits agricoles et à assurer leur conservation.
A cette occasion, M. Khaldi a souligné que sa visite dans la wilaya s'inscrit dans le cadre du suivi de la situation du secteur agricole et de ses perspectives de développement, compte tenu des potentialités importantes et prometteuses dont dispose la région et qui nécessitent soutien et accompagnement. Il a indiqué que cette visite lui a permis de prendre connaissance de plusieurs projets de développement et programmes sectoriels, notamment ceux liés au développement rural, à l'amélioration du cadre de vie des habitants des zones rurales, ainsi qu'à la dynamisation de l'économie locale et à l'amélioration des revenus des familles rurales.
Dans le même cadre, le ministre a donné le coup d'envoi de la campagne labours-semailles au titre de la saison agricole 2026-2027 dans la wilaya.
Un exposé sur les préparatifs de cette campagne lui a été présenté dans la commune d'Ammari par le directeur des services agricoles, Mohamed Ali Mouadaâ, qui a fait état de la mobilisation de l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires et de la prise des mesures organisationnelles requises pour garantir le bon déroulement de cette opération.
Cette campagne cible une superficie globale estimée à 51.450 hectares, dont 38.500 hectares consacrés au blé dur, 12.000 hectares à l'orge et 950 hectares au blé tendre.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MARCHÉS DU CARBONE ET FINANCE CLIMATIQUE

L'Algérie prépare le terrain aux investisseurs

L'Algérie ambitionne de se positionner sur les nouvelles opportunités offertes par la finance climatique et les marchés du carbone. Pour cela, elle entend se doter d'un cadre national capable de mobiliser les investissements publics et privés, nationaux et internationaux. Cette ambition a été affichée ce mardi à Alger, lors de l'ouverture d'un atelier national consacré à ces deux mécanismes.

Par Selma R.

Présidée par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, cette rencontre de deux jours est organisée par le ministère des Hydrocarbures et Sonatrach. Elle vise à élaborer une stratégie nationale intégrée de gouvernance du financement climatique et des marchés du carbone, en prévision notamment de la COP31. Dans son allocution, le Premier ministre a rappelé que l'Algérie avait fait de la question climatique l'une de ses priorités stratégiques. Celle-ci est inscrite dans la Constitution de 2020, et le pays a adopté en 2023 sa stratégie nationale de l'hydrogène vert. Il a également actualisé sa contribution déterminée au niveau national, déposée auprès des instances onusiennes en août dernier. Cette contribution prévoit une réduction de 14 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035, un objectif susceptible d'atteindre 31 % sous réserve de la disponibilité d'un soutien international. « Les transformations climatiques et énergétiques en cours dans le monde constituent à la fois un défi et une opportunité, permettant de remodeler les systèmes énergétiques, productifs et d'investissement et ouvrant la voie à l'émergence de nouvelles industries et technologies », a-t-il souligné.
Pour Sifi Ghrieb, les marchés du carbone ne doivent pas être considérés uniquement comme un instrument de conformité aux engagements climatiques, mais aussi comme un nouveau domaine économique susceptible de générer de la valeur et d'attirer des capitaux. « Le développement du marché du carbone en Algérie doit être envisagé comme un nouveau domaine économique pouvant contribuer à mobiliser les investissements, à transférer les technologies et à créer de la valeur », a-t-il affirmé. Dans cette perspective, il a insisté sur la nécessité de mettre en place des règles transparentes encadrant l'approbation des projets, la propriété et l'enregistrement des unités carbone, ainsi que le suivi des réductions d'émissions. Ces règles permettraient de préserver les intérêts nationaux et d'éviter la double comptabilisation.
Le chef de l'Exécutif a par ailleurs appelé à renforcer la participation du secteur privé national, des banques et des institutions financières dans le financement des projets climatiques, tout en favorisant l'accès aux financements extérieurs. Il a également plaidé pour une meilleure coordination entre les différents secteurs, les institutions économiques, les universités et les centres de recherche. « Nous insistons sur la nécessité d'impliquer davantage le secteur privé national dans le financement des projets climatiques et de réunir les conditions permettant aux banques et aux institutions financières nationales de contribuer efficacement à cette dynamique, parallèlement à l'attraction des financements et des investissements étrangers », a-t-il déclaré.

Une approche conciliant transition énergétique et sécurité des approvisionnements

De son côté, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a mis l'accent sur le rôle du financement climatique dans l'accompagnement des politiques nationales de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques. Selon lui, « les marchés du carbone peuvent constituer un moyen de mobiliser des ressources financières supplémentaires et de valoriser les projets permettant des réductions effectives et vérifiables des émissions, à condition de les soumettre à des règles rigoureuses garantissant la transparence et la crédibilité des crédits carbone ».
Le ministre a ensuite souligné que l'intégration de ces mécanismes devait tenir compte des spécificités économiques et énergétiques de l'Algérie, en particulier de son statut de pays producteur et exportateur d'hydrocarbures. L'objectif consiste à accompagner la transition énergétique sans compromettre la sécurité énergétique, la compétitivité industrielle et les besoins de développement du pays. « Le financement climatique doit être considéré comme un levier au service du développement national, en garantissant la cohérence des choix retenus avec les priorités économiques et sociales du pays, les exigences de sécurité énergétique, la compétitivité industrielle, le transfert de technologies et le développement des compétences nationales », a-t-il indiqué.
Mohamed Arkab a enfin insisté sur la nécessité de protéger les intérêts économiques nationaux, ainsi que les droits liés aux projets et aux actifs carbones. Cette protection suppose un dispositif réglementaire adapté et un système national de mesure, de notification et de vérification des émissions. L'atelier doit notamment permettre d'identifier les secteurs prioritaires, les besoins de financement et les partenariats susceptibles d'être mobilisés, afin de préparer une feuille de route nationale.

Sonatrach au cœur de la démarche

Pour sa part, le PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a mis en avant la dimension stratégique de la finance climatique et des marchés du carbone. Selon lui, ces outils permettent de mobiliser les investissements et de les orienter vers des projets durables et des solutions technologiques à faibles émissions. Il a notamment insisté sur l'importance d'un cadre réglementaire clair, de méthodologies rigoureuses de mesure des émissions et d'une coordination renforcée entre les secteurs et les organismes concernés. « Nous espérons que cet atelier contribuera à définir une approche nationale intégrée, prenant en considération les spécificités de l'économie algérienne et la préservation de ses intérêts stratégiques », a-t-il souligné.
Cette démarche concerne directement Sonatrach, appelée à contribuer à la réduction de l'empreinte carbone de la production et du traitement des hydrocarbures. Parmi ses axes prioritaires figurent la réduction du torchage, la maîtrise des émissions de méthane, le développement de l'efficacité énergétique, le captage du carbone et la promotion de l'hydrogène vert. L'objectif national consiste notamment à parvenir à zéro émission de méthane à l'horizon 2030.

ALGÉRIE-PNUD

Deux priorités pour la transition énergétique

Par S. R.

En marge de l'atelier national sur le financement climatique et les marchés du carbone, l'Algérie et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont signé, ce mardi à Alger, un accord de coopération. Ce partenariat vise, d'une part, à renforcer le système de mesure, de notification et de vérification des émissions de méthane et, d'autre part, à étudier la faisabilité du développement de l'hydrogène vert au sein de Sonatrach.
L'accord repose sur deux axes. Le premier porte sur le renforcement des capacités du groupe pétrolier en matière de détection, de surveillance et de mesure des émissions de méthane. Il prévoit notamment l'installation d'un système fixe permettant de détecter et de suivre en continu les fuites, conformément aux normes internationales, dont l'initiative OGMP 2.0.
Le second axe prévoit la réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique approfondie sur le potentiel de l'hydrogène vert. Celle-ci devra évaluer les technologies disponibles, les besoins en infrastructures et les possibilités d'intégration progressive de cette énergie dans la chaîne de valeur et les activités industrielles de Sonatrach. Pour la mise en œuvre du projet, le PNUD interviendra directement, en coordination avec Sonatrach, en assurant un accompagnement technique, le transfert de technologies et le développement des compétences nationales.

ALGÉRIE - PAYS-BAS

Examen des relations de partenariat et de coopération dans le secteur de l'énergie et des EnR

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Tom Berendsen, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer et d'élargir les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie notamment l'électricité, les énergies nouvelles et renouvelables et l'hydrogène vert, indique mardi un communiqué du ministère.
Lors de cette rencontre, tenue lundi en présence de l'ambassadeur d'Algérie aux Pays-Bas et de l'ambassadeur des Pays-Bas en Algérie, les deux parties ont évoqué "les opportunités de développer la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert, notamment à travers la mise à profit de l'expertise et de l'expérience néerlandaises, l'échange de connaissances et de technologies, ainsi que l'examen des moyens de concrétiser des projets communs à même de soutenir le développement de cette filière stratégique et de renforcer la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique", précise la même source.
Dans ce contexte, le projet de mémorandum d'entente dans les domaines de l'hydrogène et de la transition énergétique, actuellement en concertation entre les deux parties, a été examiné, "en tant que cadre permettant de définir les domaines de coopération et de développer le partenariat bilatéral, outre l'examen des perspectives de coopération dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la formation et de l'échange d'expertises".
A cette occasion, M. Adjal a souligné l'importance de renforcer les relations de coopération bilatérale afin de tirer profit des expériences et des expertises mutuelles et de promouvoir les partenariats économiques et techniques, dans le cadre des objectifs stratégiques des deux pays en matière de transition énergétique.
De son côté, M. Berendsen a exprimé l'intérêt de son pays pour le développement de la coopération avec l'Algérie dans le secteur de l'énergie, soulignant l'importance de consolider le partenariat bilatéral et d'explorer de nouvelles opportunités de coopération et d'investissement, notamment dans les domaines des énergies propres et de l'hydrogène vert.
A l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues de la mise en place d'un groupe de travail conjoint, chargé d'accélérer la finalisation du projet de mémorandum d'entente, de manière à donner un nouvel élan aux relations de coopération entre les deux pays, et à permettre une exploitation optimale des opportunités de partenariat prometteuses et mutuellement bénéfiques offertes aux deux parties, conclut le communiqué.

APS

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement de la plateforme "Insat" dédiée à l'écoute et à la prise en charge des préoccupations des citoyens

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé la plateforme numérique "Insat", dédiée à l'écoute et à la prise en charge des préoccupations des citoyens, dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services publics, a indiqué mardi un communiqué de l'entreprise Algérie Télécom Satellite (ATS).
Dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité du service public et à renforcer la communication avec les citoyens, le ministère de la Poste et des Télécommunications met à leur disposition la plateforme numérique +Insat+, afin de faciliter la transmission de leurs préoccupations, leur suivi et leur prise en charge par les organismes concernés", précise la même source. L'entreprise a invité les citoyens à consulter cette plateforme et à bénéficier des services proposés, contribuant ainsi à "ancrer la culture de l'écoute et à améliorer la qualité des services publics", via le lien suivant :
https://insat.mpt.gov.dz, selon le même communiqué.

HADJ 2027

Prolongation de l'opération de paiement des frais du Hadj du 3 au 5 novembre

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a annoncé lundi dans un communiqué, la prolongation "exceptionnelle" des délais de paiement des frais du Hadj au titre de la saison 1448H/2027, du mardi 3 novembre au jeudi 5 novembre 2026. "L'Office national du pèlerinage et de la omra informe les pèlerins n'ayant pas encore finalisé l'opération de paiement des frais du Hadj pour la saison 1448H/2027 que, exceptionnellement, la date limite de paiement est prolongée du mardi 3 novembre 2026 au jeudi 5 novembre 2026 à 18h00", selon le communiqué. L'Office a précisé que "cette prolongation s'applique à tous les modes de paiement agréés", ajoutant que "les personnes concernées sont priées de finaliser l'opération de paiement durant cette période exceptionnelle".

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

L'Algérie "un pont géographique" vital entre le nord et le sud de l'Afrique

L'ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie, M. Mobhare Holmes Matinyi, a souligné que l'Algérie constitue un "pont géographique vital" reliant le nord et le sud de l'Afrique, mettant en avant sa position géographique stratégique qui lui confère une place de premier plan dans la promotion du commerce intra-africain.
Lors d'une conférence de presse tenue lundi au siège de l'ambassade, le diplomate tanzanien a passé en revue les derniers développements de la coopération bilatérale entre son pays et l'Algérie, renouvelant son appel à explorer les opportunités d'investissement et les domaines économiques vitaux en Tanzanie.
Au début de la conférence de presse, M. Matinyi a exprimé la "fierté" de son pays de compter l'Algérie parmi ses amis, affirmant sa "ferme conviction que les solides liens de coopération entre les deux pays profiteront aux deux peuples ainsi qu'à l'ensemble du continent africain".
Il a précisé que l'Algérie, de par sa position à l'extrême nord du continent, joue un rôle central en tant que pont géographique reliant le nord et le sud de l'Afrique, ce qui renforce son statut d'acteur principal dans la dynamisation du commerce intra-africain".
De son côté, la Tanzanie jouit d'une position stratégique singulière, au carrefour des marchés de l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud, une grande zone économique regroupant plus de 500 millions d'habitants et offrant d'importantes perspectives et potentialités économiques, a-t-il relevé, soulignant que ces données constituent les principales avancées et évolutions concrètes enregistrées au cours du mois d'octobre dernier.
Evoquant le niveau de coordination et de concertation entre les deux pays au sein des organisations régionales et internationales, à l'instar de l'Union africaine (UA) et des Nations unies, l'ambassadeur de Tanzanie a indiqué que l'histoire de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Tanzanie remonte à plus de 60 ans, leurs liens privilégiés s'étant forgés à travers des dénominateurs communs et une lutte historique unie pour la libération du continent africain.
Cette coordination s'est concrétisée à travers le rôle pionnier de l'Algérie en tant qu'acteur incontournable dans les mouvements de libération et l'accueil en Tanzanie du siège du "Comité de libération de l'Afrique" relevant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ce qui a jeté les bases d'un accord politique et diplomatique étroit qui s'est étendu sur des décennies.
Cet héritage historique se reflète aujourd'hui, selon le diplomate, par la poursuite de l'action commune et de la concertation permanente au sein des instances régionales et internationales, à leur tête l'ONU et l'UA, ainsi que par le partage de principes et de visions communs par les deux pays face aux conflits internationaux et continentaux, tout en s'engageant en faveur de la défense des droits des peuples.
Parmi les principaux dossiers de coopération et de coordination actuels entre les deux pays figurent la question du Sahara occidental et le soutien à la solution à deux Etats au Moyen-Orient concernant la cause palestinienne, ainsi que de nombreuses questions d'intérêt commun.

APS

RNFC

Réunion de coordination consacrée au suivi de la mise en œuvre et au bilan d'étape

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, et la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, ont coprésidé, à Alger, une réunion de coordination consacrée au suivi de la mise en œuvre du Référentiel national des formations et des compétences (RNFC), et à l'évaluation du bilan de sa première étape, indique un communiqué du ministère de l'Industrie.
Cette réunion, tenue lundi, en présence de cadres des deux secteurs, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la coordination entre les deux départements ministériels en vue de concrétiser le RNFC, en tant qu'outil stratégique permettant d'adapter l'offre de formation aux besoins réels du marché du travail, à travers l'identification et la description des métiers et des compétences recherchés, ainsi que l'accompagnement des transformations que connaissent les différentes activités économiques, précise la même source. A cet effet, le secteur industriel a été choisi comme secteur pilote pour l'application de ce référentiel, afin de tester, d'évaluer et de développer la méthodologie adoptée avant sa généralisation progressive aux autres secteurs économiques, a ajouté le communiqué.
Ainsi, la première étape a englobé l'organisation d'ateliers de formation et de coordination, l'élaboration du programme statistique sectoriel, et des visites de terrain aux groupes industriels pilotes (GICA, AGM et SNS), en sus du lancement effectif de l'inventaire des métiers et des compétences, et de la désignation de points de contact au niveau de ces groupes et de leurs filiales.
La réunion a également abordé la prochaine étape, qui verra l'élargissement de l'opération d'inventaire à d'autres groupes industriels, le renforcement de la coordination et de l'accompagnement pour identifier et répondre aux besoins des entreprises industrielles privées en matière de métiers et de compétences, afin de garantir un référentiel global répondant aux exigences des différents opérateurs économiques.
Cette coordination traduit "la complémentarité des efforts des deux secteurs pour assurer l'adaptation du système de formation aux exigences de l'industrie nationale, en fournissant une main-d'œuvre qualifiée et en répondant aux besoins des entreprises économiques, afin de renforcer leur compétitivité et de soutenir le processus de développement industriel", conclut le communiqué du ministère.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	1,08	2,96	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	1,12	1,73	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 390,00	1400,00	0,72	0,14	-0,00	7,56	7,64	93257	130 559 800,00
BIOPHARM	BIO	2 358,00	NC	0,00	0,16	-5,28	6,36	7,21	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 997,00	1997,00	0,00	-0,08	-8,00	8,28	8,76	5589	11 161 233,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-2,85	-4,43	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,65	5,24	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — Moyenne معدل	Maximum أعلى	Minimum أدنى	أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	95	101	89	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	138	153	123	الطماطم	
	Oignon sec	96	103	88	البصل الجاف	
	Ail sec	876	953	799	الثوم الجاف	
	Carotte	121	132	110	الجزر	
	Navet	122	132	112	اللفت	
	Poivron	135	147	123	الفلفل الاخضر	
	Piment	146	160	132	الفلفل الحار	
	Courgette	129	141	117	الكوسة	
	Haricot vert	220	242	198	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	131	143	119	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	422	522	321	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	474	593	354	التمر	
	Raisin	340	387	292	العنب	
	Grenade	187	218	155	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2224	2346	2101	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	467	480	454	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

LE SOLAIRE EN TOITURE ET L'AUTOCONSOMMATION

Quels modèles de développement pour l'Algérie à la lumière des expériences mondiales et régionales ?

La transition énergétique n'est plus une option, elle est devenue une urgence climatique, doublée d'un impératif de sécurité d'approvisionnement. Les coupures estivales qui frappent certaines localités, les tensions hivernales qui en affectent d'autres, et les soubresauts des marchés de l'énergie rappellent brutalement que la fiabilité de l'approvisionnement est une condition fondamentale pour le bien-être des individus, ainsi que pour la rentabilité et la pérennité des entreprises en particulier les plus énergivores.

Mohamed Rachid Cheriti.
Ingénieur spécialisé dans le domaine énergétique et le développement durable. Email : r_cheriti@yahoo.fr

Face à ce constat, le solaire en toiture s'impose comme une réponse concrète et décentralisée, son essor mondial est réel, avec plus de 130 GW installés fin 2022. L'AIE dans son scenario NZE by 2050 prévoit environ 100 millions de ménages utilisent des systèmes solaires photovoltaïques en toiture d'ici 2030, contre 25 millions en 2022. C'est un modèle de rationalisation de la consommation résidentielle qui allège la pression sur le réseau public d'électricité.

Le processus de l'autoconsommation :

L'autoconsommation d'un propriétaire ou l'occupant d'un édifice consiste à installer un système photovoltaïque afin de couvrir une partie ou la totalité de sa consommation électrique. L'électricité produite est utilisée directement lorsque la production solaire et la demande coïncident. Le recours au réseau demeure nécessaire lorsque la production est insuffisante, tandis que tout excédent de production est injecté dans le réseau. Certes, un propriétaire ne décide pas d'installer un système solaire indépendamment de sa situation personnelle, il doit prendre en compte sa consommation d'électricité, la surface disponible sur son toit, l'investissement initial, les économies escomptées et les réglementations relatives au raccordement au réseau. L'intérêt économique dépend principalement du coût de l'installation, du niveau de consommation diurne, du prix de l'électricité évitée et des dépenses d'exploitation et de maintenance. Plus la production photovoltaïque correspond aux besoins instantanés du bénéficiaire, plus la part d'électricité autoconsommée peut être importante. Ce modèle convient notamment aux maisons individuelles, aux commerces, aux bureaux et aux petites entreprises, des ensembles de bâtiments, des campus ou des périmètres locaux, une firme agricole...etc. Lorsque les activités sont concentrées durant la journée, une installation photovoltaïque peut contribuer à réduire la consommation d'électricité sur le réseau. Tandis a l'autoconsommation collective elle permet à plusieurs consommateurs de bénéficier de la production d'une installation ou d'un ensemble d'installations.

L'expérience mondiale : politiques incitatives et maturité des marchés :

L'expérience mondiale montre une évolution nette, les tarifs d'achat fixes cèdent progressivement la place à l'autoconsommation. Alors que le développement de l'énergie photovoltaïque a longtemps reposé sur des politiques publiques ambitieuses et incitatives, les mécanismes qui sous-tendent cette expansion ont connu une transformation radicale par rapport à ceux qui prévalaient dans les grands programmes du début du XXIe siècle. Cette transition répond à une réalité économique dans les marchés matures, où le coût des modules a fortement diminué, la subvention générale à l'installation en toiture n'est plus nécessaire, les aides sont réorientées vers les segments où les barrières à l'investissement restent élevées ou vers des objectifs complémentaires comme le stockage. L'électricité solaire devient ainsi, de plus en plus, une réalité économique dans de nombreux pays, selon une diversité de modèles :

• L'Australie : le programme Cheaper Home Batteries, lancé en juillet 2025, soutient désormais l'ajout de batteries plutôt que les modules, afin de déplacer la production solaire des heures de forte injection vers les périodes de pointe.

• L'Allemagne : l'opération 1000 toits solaires, lancée en 1990, a joué un rôle pionnier dans l'émergence de la filière photovoltaïque, son volume installé était limité et son importance réside davantage dans le lancement du marché et l'accumulation d'expérience. Le pays a supprimé la subvention à l'injection pendant les périodes de prix négatifs et permet aux systèmes de stockage résidentiels de décharger sur le réseau avec une rémunération plafonnée.

• La Royaume-Uni : la Future Homes Standard a été annoncée en 2025, mais son entrée en vigueur officielle est prévue pour mars 2027, avec une période de transition d'un an. Elle introduira une exigence de production renouvelable sur site, la plupart des nouvelles constructions devant recourir au photovoltaïque pour la satisfaire.

• Le Vietnam : la règlementation en vigueur depuis octobre 2024, exempte de licence les installations résidentielles de moins de 100 kW et autorise la vente au réseau jusqu'à 20 % de la capacité installée ; les projets non raccordés ne sont soumis à aucune limite de capacité. Cette flexibilité a porté le parc solaire en toiture à plus de 9,5 GW.

• L'Inde : le programme PM Surya Ghar Muft Bijli Yojana vise 40 GW de capacité distribuée et jusqu'à 300 kWh gratuits par mois pour dix millions de foyers. À la fin de l'année 2025, plus de 2,08 millions de systèmes avaient été installés, dont ont bénéficié plus de 2,6 millions de foyers.

• La Malaisie : depuis le 1er janvier 2025, les installations non résidentielles dépassant 72 kWp doivent être équipées d'un système de stockage par batteries d'au moins une heure de capacité nominale. Dans la région arabe, le solaire en toiture demeure paradoxalement moins développé que les grandes centrales malgré un ensoleillement exceptionnel, deux expériences méritent attention :

• L'Oman : l'initiative (Solar Energy Sustainable Harvest) offre un financement pouvant atteindre 15 000 rials, avec des prêts à taux zéro pour les agriculteurs à temps plein et un taux de 3 % pour les agriculteurs à temps partiel.

• La Tunisie : le programme PROSOL ELEC, selon l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie, avait permis d'installer environ 300 MW au bénéfice de 90 000 familles au moment de la signature, en août 2024, d'un nouvel accord de financement pour 2024-2026.

Ces exemples montrent que l'autoconsommation n'est plus seulement une option laissée à l'initiative des ménages, elle devient progressivement une composante intégrée de la politique du bâtiment.

D'autres pays ont d'ailleurs dépassé le stade du projet pour aller vers des formes de financement et des incitations aux bénéficiaires :

• L'Autriche : fin anticipée, en 2025, de l'exonération de TVA pour les petites installations.

• La France : La prime à l'autoconsommation supprimée (arrêté S21, 1er juin 2026), tarif de rachat du surplus ramené à 1,1 c€/kWh (≤ 100 kWc, 4 c€/kWh, 12,69 auparavant), garanti 20 ans et revalorisé de 2 %/an, injection non rémunérée au delà de 1 600 h/an, vente totale supprimée pour le résidentiel ≤ 9 kWc depuis mars 2025, TVA à 5,5 % depuis octobre 2025 pour le PV ≤ 9 kWc, batteries exclues à 20 %, le stockage devenu compétitif (8-15 c€/kWh) sans aide dédiée.

• La Russie : Les particuliers et les entreprises peuvent installer des systèmes jusqu'à 15 kW et injecter le surplus d'électricité sur le réseau via le mécanisme de « comptage net », avec un prix de rachat d'environ 1,70 à 2,00 roubles/kWh (environ 0,021 dollar).

• L'Italie : une déductions fiscales résidentielles (50 % résidence principale, 36 % autres biens, étalées sur 10 ans, réduites à 36 %/30 % dès 2027) ; subventions PNRR 2026 de 795,5 M€ pour les communautés énergétiques (jusqu'à 40 % des dépenses, communes < 50 000 habitants) ; crédits d'impôt de 35 à 45 % pour les entreprises et financements bonifiés PME (Nuova Sabatini).

• L'Allemagne : le taux de TVA nul pour les installations photovoltaïques résidentielles (≤ 30 kWp) est en vigueur depuis le 1er janvier 2023 et maintenu.

• La Royaume-Uni : le taux réduit de TVA (5 %) pour les panneaux solaires résidentiels est maintenu dans le cadre du régime des matériaux d'économie d'énergie. Dans de nombreux autres marchés matures à travers le monde, la tendance globale s'oriente plutôt que vers le recours aux subventions directes vers l'utilisation de mécanismes fiscaux ciblés, la réforme des tarifs d'achat de l'énergie et le soutien à l'autoconsommation.

Les défis et les atouts de l'Algérie

L'Algérie bénéficie d'un contexte favorable au solaire plus de 3 200 heures d'ensoleillement par an et environ 5 kWh/m²/jour, soit près de 1 700 kWh/m²/an au Nord et 2 263 kWh/m²/an au Sud, Le pays possède déjà une expérience en projet solaire de grandes puissance en plus en matière d'autoconsommation énergétique, il a notamment lancé un programme dédié au zones d'ombre durant la période de 2020- 2023, pour l'électrification de 7 636 foyers par kits solaires individuels et l'installation de plus de 8 000 panneaux, selon le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. En plus des chauffe bain solaire largement déployés. L'enjeu consiste à passer du modèle actuel qui repose sur l'équipement des foyers situés dans des zones rurales où le raccordement au réseau local est coûteux à un système favorisant l'autoconsommation dans les secteurs résidentiel à travers tout le pays. Toutefois, cette transition se heurte à certains obstacles tel que le prix de l'énergie conventionnelle rendant le solaire peu compétitif sans soutien public sachant que le prix du kWh, fixé par la CREG, varie de 1,78 DA (tranche sociale) à 5,48 DA au-delà de 1 000 kWh par trimestre, hors taxes et inchangé depuis le 1er janvier 2016. En plus de la cherté des prix des kits solaire qu'il faut prévoir (panneaux, onduleur, régulateur et batteries) dont le coût global varie généralement de 250 000 DA à plus de 800 000 DA selon besoins. Les atouts sont toutefois réels, chute spectaculaire du coût mondial des modules photovoltaïques, demande résidentielle croissante (démographie, urbanisation, climatisation), solaire en toiture allégeant un réseau parfois saturé en pointe estivale, et en plus l'existence d'un opérateur historique structuré, Sonelgaz, et d'un régulateur (CREG) offre un cadre institutionnel susceptible de porter un dispositif d'autoconsommation.

La réglementation algérienne en matière d'autoconsommation

Le cadre de la loi n° 02-01 de 2002 et des décrets n° 06-428 et n° 06-429 régit l'activité des producteurs d'électricité en Algérie. Cependant, ces textes se focalisent sur la production industrielle injectée au réseau (soumise à autorisation dès 25 MW et à déclaration en deçà), délaissant l'autoconsommation résidentielle. L'absence d'un cadre spécifique définissant les modalités de raccordement simplifiées, les incitations fiscales et les règles transparentes de valorisation des excédents constitue aujourd'hui le principal frein institutionnel au déploiement du photovoltaïque chez les particuliers.

Six pistes pour rendre le solaire en toiture accessible en Algérie

Le solaire en toiture est une technologie éprouvée, ce qui reste à construire, c'est un cadre cohérent, car la clé réside moins dans la subvention que dans l'articulation entre réglementation, signal-prix et financement. Pour l'Algérie, l'enjeu est de passer à un déploiement décentralisé où chaque toit devient un site de production, en adaptant aux réalités nationales des mécanismes éprouvés à l'échelle internationale. À cette fin, six pistes se dégagent :

1. Adopter un cadre réglementaire dédié à l'autoconsommation individuelle,
2. Instaurer un mécanisme de valorisation du surplus, par exemple via un prix d'achat indexé sur le coût.
3. Mettre en place des incitations fiscales et bancaires ciblées (TVA, crédit d'achat des modules selon le revenu…etc.),
4. Renforcer les capacités techniques et industrielles nationales (formation d'une main d'œuvre qualifié),
5. Anticiper une réflexion sur le stockage, la question du stockage deviendra incontournable, 6. Déployer des projets pilotes sur bâtiments publics pour information, excitation, et encouragement afin de démontrer la fiabilité et la rentabilité du solaire en toiture.

En somme, l'Algérie a posé d'ores et déjà les premières pierres de la transition vers les énergies propres et solaire en particulier. Toutefois, le passage à un véritable marché de l'autoconsommation énergétique solaire dans le secteur résidentiel exige des décisions plus ambitieuses. Sans ces leviers, le recours à l'énergie solaire en toiture restera limité, bien qu'il constitue un pilier potentiel de la transition énergétique du pays.

AFLOU

Raccordement prochain de plus d'une centaine d'exploitations agricoles au réseau électrique

Une opération de raccordement d'un total de 109 exploitations agricoles au réseau électrique a été lancée récemment dans la wilaya d'Aflou, a-t-on appris lundi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya de Laghouat.
Cette opération porte notamment sur la réalisation d'un réseau de plus de 111 km linéaires et l'installation de 50 transformateurs électriques, a précisé à l'APS le chargé de communication de la direction, Mourad Ghalem.
Elle vise à répondre aux besoins des agriculteurs concernés en matière d'alimentation en électricité de leurs exploitations agricoles dédiées aux cultures stratégiques, a-t-il ajouté.
Ce programme de développement s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir l'investissement agricole et accroitre la production locale, tout en contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire, a-t-on souligné de même source.

APS

MILA

De nouveaux bus pour renforcer les lignes Chelghoum Laïd-Tadjenanet et Chelghoum Laïd-M'chira

Les lignes de transport en commun assurées par l'Etablissement de public de transport urbain et suburbain de Mila (ETUSM), vers les communes de Tadjenanet et de M'chira, à partir de Chelghoum Laïd, viennent d'être renforcées par de nouveaux bus, a indiqué, lundi, le directeur des Transports, Farid Karoun.
Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'ETUSM "a reçu les autorisation d'exploitation afférentes à ces dessertes après le renforcement de sa flotte au moyen d'un nombre important de bus de transport collectif de personnes, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer les conditions de transport des citoyens et à renouveler la flotte nationale de transport".
M. Karoun a ajouté que la ligne Chelghoum Laïd-Tadjenanet sera desservie par deux (2) bus mis en service la semaine dernière, tandis qu'un bus a été affecté à la ligne Chelghoum Laïd-M'chira, opérationnelle depuis début novembre.
Ces deux lignes s'ajoutent à la ligne Mila-Aïn Ettine, desservie depuis le renforcement de la flotte de l'ETUSM et l'obtention de l'autorisation d'exploitation nécessaire, a encore indiqué le directeur des transports, soulignant que l'Etablissement a étendu ses activités et renforcé ses lignes dans les communes de Mila et Chelghoum Laïd".
Le déficit subsistant sur certaines autres lignes "sous pression" sera "progressivement comblé avec le renouvellement de la flotte d'autobus dans le cadre du programme arrêté dans ce sens à l'échelle du pays", a conclu le responsable.

BEJAIA

Une production prévisionnelle de 16 millions de litres d'huile d'olive pour l'actuelle saison

Les prévisions de la production de l'huile d'olive dans la wilaya de Bejaia sont estimées à près de 16 millions de litres au titre de la saison oléicole 2026/2027, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Le directeur des services agricoles, Mohamed Boutiba Benkelaouz, a indiqué à l'APS, que les prévisions ont été portées à 16 millions de litres de l'huile d'olive pour l'actuelle saison, dont le coup d'envoi de la campagne de cueillette a été donné le 29 octobre dernier à partir de la commune de Bouhamza.
La wilaya compte une superficie oléicole de 57.000 hectares, représentant 12% du verger oléicole national et près de 45 % de la superficie agricole locale, a précisé le responsable du secteur.
Un programme de plantation de 100.000 oliviers sur une superficie de 230 hectares a été réalisé durant la saison 2025/2026, pour un montant de 470 millions de DA, a-t-il ajouté.
Le secteur compte également 393 huileries, dont 133 semi-automatiques, 100 à chaine continue et 160 huileries traditionnelles, pour une capacité globale de trituration estimée à 2.260 quintaux d'olive par heure, a indiqué le DSA. Le soutien à l'ouverture d'huileries modernes se poursuit à travers les crédits agricoles accordés par les pouvoirs publics, a indiqué le même responsable, précisant que plusieurs demandes de financement sont en cours d'examen par les services concernés.
S'agissant des perspectives du secteur, M. Boutiba Benkelaouz a indiqué que la DSA mise sur le renouvellement et l'intensification des vergers oléicoles, ainsi que le développement de l'irrigation, afin d'améliorer la productivité des oliviers.
Il a également souligné la nécessité de moderniser et d'étendre les huileries à travers la wilaya qui compte 160 unités traditionnelles, ainsi que de promouvoir l'huile d'olive locale sur les marchés national et international.
Le directeur des services agricoles a assuré que les superficies oléicoles touchées par les incendies feront l'objet de programme de plantation et de réhabilitation des vergers dans le cadre des mesures d'indemnisation.
Par ailleurs, une rencontre avec les professionnels de la filière oléicole de la wilaya, durant laquelle plusieurs questions liées au développement de la filière seront abordées, est prévue prochainement, note le DSA.

BATNA

Mise en service d'un centre de l'artisanat à Arris

Un centre de l'artisanat a été mis en service, lundi dans la commune d'Arris (Batna), au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Youcef Bechlaoui.
Cette nouvelle structure a été inaugurée à l'occasion d'une visite effectuée par le wali dans cette commune dans le cadre du programme de commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération.
Selon les explications du directeur du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Memou, le centre a été réalisé sur une superficie de 1.724 m2, dont une surface bâtie de 1.050 m2, au titre d'un projet centralisé doté d'une enveloppe financière de 70 millions de dinars. Il a précisé que de nombreux matériels et équipements ont déjà été réceptionnés dans ce centre, notamment des machines à coudre, du matériel de coiffure, des équipements de réfrigération, ainsi que de 15 tentes pour l'organisation d'expositions.
M. Memou a ajouté que cet établissement "contribuera à la formation et au perfectionnement des artisans de cette région de la wilaya, tout en les accompagnant pour la promotion de leurs activités et de leurs produits". A l'occasion de cette mise en service, une exposition a été organisée, donnant à admirer de nombreux métiers traditionnels pratiqués par les artisans de cette région des Aurès, qui y ont présenté leurs créations dans différents domaines, notamment la bijouterie et les habits traditionnels.
Le président de l'exécutif local a longuement échangé avec les artisans qui ont salué l'ouverture du centre de l'artisanat de la commune d'Arris qu'ils ont qualifié "d'acquis important pour la mise en valeur du patrimoine artisanal local et la préservation de son authenticité".
Le wali avait auparavant inauguré une école primaire et posé la première pierre d'une polyclinique au cœur de la cité des "880 logements" de la commune d'Arris.
S'agissant de ce dernier projet, il a insisté sur un suivi rigoureux et sur le respect des normes de qualité et du délai contractuel de réalisation.

APS

SIDI BEL-ABBES

Le projet d'alimentation en eau potable à partir de la station de dessalement de Chatt El Hilal à Aïn Temouchent en phase finale

Les travaux du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal (Aïn Temouchent), sont dans leur phase finale, en prévision du lancement des essais techniques préliminaires et de sa mise en service imminente, ont indiqué, lundi, les services de la wilaya. La même source a précisé que le chef de l'exécutif local, Kamel Hadji, a effectué une visite de terrain sur les différents chantiers de ce projet stratégique, où il a souligné que les travaux en cours portent actuellement sur la finalisation des installations électromécaniques et électriques, ainsi que sur l'achèvement des aménagements extérieurs et la pose des pompes restantes, en prélude au lancement effectif des opérations de pompage. Lors de son inspection des différents lots de réalisation, le premier responsable de la wilaya a insisté sur l'impératif d'accélérer la cadence des travaux restants et d'intensifier les efforts sur le terrain, appelant l'ensemble des intervenants à renforcer la coordination pour assurer la livraison de l'ouvrage dans les plus brefs délais, eu égard à son impact direct et positif sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et la promotion du service public au profit des citoyens. **APS**

OULED DJELLAL

Des projets de développement lancés et plusieurs autres inaugurés

Plusieurs projets de développement liés à différents secteurs ont été lancés et d'autres inaugurés, lundi dans la wilaya d'Ouled Djellal, en présence du wali, Abderrahmane Dehimi, dans le cadre du programme de commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution. Dans la commune de Ras El Miaâd, la première pierre d'un CFPA (centre de formation professionnelle et d'apprentissage), a été posée pour un délai contractuel de réalisation de 24 mois. Il s'agit d'un projet qui a nécessité un investissement public de 550 millions de dinars. Une piscine communale, réalisée pour un coût de 139 millions de dinars puisé de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a été inaugurée dans la même commune et baptisée du nom du Martyr Sahbi-Aissa. Le wali, accompagné de plusieurs responsables locaux, a inspecté, au cours de sa tournée, un ouvrage d'art en cours de réalisation sur la route nationale (RN) n 60-B, à hauteur du point kilométrique (PK) 440+25 vers les limites administratives de la wilaya de Djelfa.
D'un coût de 52 millions de dinars, cet ouvrage d'art, destiné à fluidifier la circulation automobile et à réduire les risques d'accidents, a atteint un taux d'avancement de plus de 90 %, selon les explications fournies au chef de l'exécutif local.
Dans les secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique, une piste agricole de 25 km, dont la réalisation a été pilotée par la conservation des forêts, a été ouverte et mise en service dans la zone de Sekab (commune de Besbes), tandis qu'un puits albien a été lancé en travaux au lieu-dit Nafida, pour un montant de plus de 537 millions de dinars pour un délai de réalisation de 14 mois.
S'agissant du secteur de l'éducation, un lycée a été lancé en travaux dans la cité Colonel-Amirouche de la commune de Sidi Khaled, pour un coût de 644 millions de dinars et un délai de réalisation de 23 mois.
A l'occasion de cette tournée, la délégation conduite par le wali a rendu visite, en leur domicile, aux Moudjahidine Belabbas Hani et Mabrouk Dahan qui ont été honorés.
Le secrétaire général de la wilaya, Mohamed Tanfar, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que les projets qui ont été lancés ou inaugurés s'inscrivent dans le cadre de la poursuite des efforts de l'Etat visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer l'accès des services de base dans les zones rurales.

Comment le choc pétrolier est devenu une arme contre l'État-providence

La guerre, le chaos du dollar et la flambée des prix du pétrole ont alimenté l'inflation des années 1970. Les travailleurs et l'État-providence ont été tenus pour responsables. Alors que la guerre fait à nouveau grimper les prix du pétrole, cette histoire continue de limiter notre perception de ce que la société peut se permettre.

1ere partie

Par Oskar Brandt (*)

Le 15 août 1971, Richard Nixon est intervenu à la télévision américaine pour annoncer une réorganisation radicale de l'économie d'après-guerre. Il a fermé la « fenêtre de l'or », mettant fin à la convertibilité des dollars détenus par les banques centrales étrangères en or américain. Les autres banques centrales n'étaient désormais plus autorisées à échanger leurs dollars contre de l'or américain. En quelques mots, il a mis fin à l'ordre monétaire qui sous-tendait l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale : le système de Bretton Woods.

Les États-Unis avaient placé le dollar au centre de ce système. Le pays s'était engagé à échanger les dollars contre de l'or à un prix fixe. D'autres États avaient indexé leur monnaie sur le dollar. Mais la guerre du Vietnam a épuisé les ressources, fait grimper les dépenses et entraîné la mise en circulation de nouveaux dollars à travers le monde.

La décision d'abandonner l'ancrage du dollar à l'or fut en grande partie motivée par ces pressions. À la fin de la décennie, les États-Unis tentèrent de financer à la fois la guerre et les programmes de plus en plus ambitieux de la « Great Society » sans les couvrir entièrement par la fiscalité. Le Congrès finit par adopter une surtaxe temporaire sur le revenu en 1968, mais l'aggravation des déficits et la politique monétaire expansionniste avaient déjà contribué à l'inflation. La guerre a également détourné de l'économie civile de la main-d'œuvre, de l'acier, du carburant, des moyens de transport et d'autres ressources matérielles, contribuant ainsi à la surchauffe de l'économie et à l'envoi de dollars supplémentaires à l'étranger. De 1965 au printemps 1968, la présence américaine au Vietnam est passée d'environ 24 000 militaires à environ 550 000.

Les États-Unis avaient par ailleurs laissé passer des alternatives à la guerre. Très tôt, Hô Chi Minh avait cherché à coopérer avec les États-Unis et s'était inspiré de la Déclaration d'indépendance américaine. Mais Washington avait finalement soutenu la recolonisation française, poussant ainsi le mouvement d'indépendance vietnamien vers l'Union soviétique et la Chine. Les États-Unis ont donc choisi un conflit qui a par la suite contribué à ébranler leur propre système monétaire.

Alors que les banques étrangères cherchaient de plus en plus à obtenir de l'or en échange de dollars, la contradiction est apparue au grand jour : les États-Unis avaient émis plus de dollars qu'ils ne pouvaient en racheter au cours officiel. Nixon a donc suspendu la convertibilité afin d'éviter des mesures d'austérité au niveau national. Cette décision a permis une plus grande liberté monétaire, mais la dépréciation du dollar qui en a résulté a érodé le pouvoir d'achat des recettes des producteurs de pétrole et a accentué la pression en faveur d'une hausse des prix du pétrole.

Bien sûr, les États-Unis n'ont pas déclenché la guerre du Vietnam pour mettre fin à l'étalon-or. Le lien de causalité était le suivant : la guerre a aggravé les déficits, accru les pressions inflationnistes et rendu le système de Bretton Woods insoutenable. Washington a compris ce lien, mais a laissé la guerre se poursuivre. Lorsque le système s'est effondré, il a profité de la crise pour mettre en place un régime monétaire plus souple, fondé sur le dollar et placé sous son propre contrôle.

Cependant, Washington ne se contentait pas de protéger ses réserves d'or. Lors d'une réunion en 1974 avec Henry Kissinger, le secrétaire d'État adjoint Thomas Enders déclara qu'un rôle accru de l'or profiterait à l'Europe, qui détenait une part plus importante des réserves mondiales d'or. Les États-Unis souhaitaient au contraire transférer le système au Fonds monétaire international (FMI) et aux Droits de tirage spéciaux, un actif de réserve international créé par le Fonds. Cette discussion révèle une lutte pour le pouvoir géopolitique, et non une simple réforme monétaire technique.

Le quadruplement du prix de l'élément vital de la société industrielle

Deux ans plus tard, la Guerre d'octobre éclata entre Israël et une coalition d'États arabes menée par l'Égypte et la Syrie. Les producteurs de pétrole arabes réduisirent leur production et imposèrent un embargo aux pays qui soutenaient Israël. En l'espace de quelques mois, le prix du pétrole brut s'envola.

Le pétrole était le moteur de la société industrielle. À l'époque comme aujourd'hui, il alimentait les camions, les usines, l'agriculture et les navires. Il chauffait les bâtiments, et constituait un intrant essentiel dans la fabrication des plastiques, des produits chimiques et des engrais. À mesure que les prix du pétrole s'envolaient, le coût de presque tout augmentait. Les entreprises relevaient leurs prix. Les ménages perdaient leur pouvoir d'achat. Les pays importateurs de pétrole enregistraient des déficits commerciaux croissants.

Le choc pétrolier a accéléré une inflation déjà en cours, qui prenait principalement la forme d'un choc des coûts. Elle ne s'est pas produite parce que les enseignants dispensaient des cours à trop peu d'élèves, que les infirmières s'occupaient de trop peu de patients ou que les retraités percevaient des pensions trop généreuses. La guerre, le coût élevé de l'énergie, la dépréciation des monnaies et la pénurie de ressources essentielles ont fait grimper les prix.

Pendant et après la Première Guerre mondiale, les prix avaient également grimpé en flèche – doublant à peu près entre 1914 et 1920 – l'effort de guerre ayant mobilisé les ressources, détruit les capacités de production et provoqué des pénuries pour la population civile. La Seconde Guerre mondiale a elle aussi entraîné de fortes pressions sur les prix, même si un rationnement strict et un contrôle des prix ont atténué une grande partie de la hausse observée en temps de guerre. Lorsque ces contrôles ont été levés en 1946, ils ont déclenché une vague d'inflation brève mais violente, entraînant des hausses de prix avoisinant les 20 % pour la période 1946-1947. Cependant, ce phénomène était considéré comme un phénomène d'après-guerre normal et gérable – et non comme une défaillance systémique permanente. Les États-Unis disposaient donc d'une vaste expérience historique des guerres génératrices d'inflation.

Pourtant, la droite politique présentait de plus en plus une version différente des faits. Elle affirmait que l'État-providence était devenu trop tentaculaire, que les travailleurs avaient trop de pouvoir et que l'État était trop généreux. Le pétrole a contribué à créer la crise. Le discours politique a détourné la responsabilité.

Les États-Unis se faisaient un plaisir de se présenter comme les victimes des producteurs de pétrole arabes. Mais le rôle de Washington dans la hausse des prix était plus complexe que ne le laissait entendre le discours de la droite.

L'Iran du shah Mohammad Reza Pahlavi était l'un des alliés les plus importants des États-Unis dans le golfe Persique. Le shah souhaitait faire de l'Iran une superpuissance régionale et acheter d'énormes quantités d'armes américaines. Pour ce faire, il avait besoin de recettes pétrolières plus élevées. Nixon et Kissinger avaient donc de solides raisons d'accéder au moins à certaines de ses demandes visant à augmenter le prix du pétrole.

De puissants intérêts américains ont également profité de cette hausse des prix. Les bénéfices des compagnies pétrolières ont grimpé en flèche, et les banques de New York et de Londres ont eu accès à d'énormes flux d'argent provenant du pétrole. L'industrie de l'armement a acquis de nouveaux clients. Bien que le prix élevé du pétrole ait nui à l'économie dans son ensemble, il a enrichi des intérêts stratégiques et commerciaux et renforcé les relations entre les États-Unis et l'Iran.

Les États-Unis se faisaient un plaisir de se présenter comme une victime des producteurs de pétrole arabes. Mais le rôle de Washington dans les hausses de prix était plus complexe que ne le laissait entendre le discours de la droite.

L'Arabie saoudite tentait régulièrement d'endiguer la hausse des prix. Le shah, quant à lui, faisait pression pour que ceux-ci restent élevés, voire pour qu'ils augmentent encore davantage. La réaction de Washington a été fluctuante. Elle s'est opposée à l'embargo et a cherché à faire baisser les prix, mais elle était également réticente à entrer en confrontation avec l'Iran. Dans un article de l'époque intitulé « We Pushed Them » (Nous les avons encouragés), V. H. Oppenheim affirmait que les États-Unis avaient encouragé les producteurs de pétrole du Moyen-Orient à augmenter les prix en 1971.

Les États-Unis n'ont pas provoqué la crise pétrolière. La guerre, l'embargo, la montée en puissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les intérêts propres des producteurs de pétrole ont tous joué un rôle crucial. Mais les dirigeants américains ont renforcé cette tendance et accepté les conséquences négatives, tandis que des industries stratégiquement importantes en ont tiré profit. Les dirigeants américains n'avaient pas besoin d'avoir planifié chaque étape de la crise pour en comprendre et en exploiter les opportunités qui en découlaient.

L'essor du pétrodollar

Après que Nixon eut rompu le lien avec l'or, les États-Unis devaient consolider leur position de principale monnaie de réserve et d'échange au monde. Le pétrole a offert au pays un nouveau point d'ancrage.

En 1974, Washington a conclu en secret un accord historique avec l'Arabie saoudite. Les États-Unis ont accepté d'acheter du pétrole saoudien et de fournir au royaume une aide et du matériel militaires. En contrepartie, les Saoudiens ont accepté de réinvestir leurs excédents en dollars dans des titres d'État américains. D'autres producteurs de pétrole ont emboîté le pas, investissant eux aussi une grande partie de leurs revenus dans des banques américaines, des titres d'État et des achats d'armes. Le système de recyclage des pétrodollars a pris forme.

Le prix du pétrole étant principalement fixé en dollars, tous les pays importateurs de pétrole devaient avoir accès à cette devise. Ils devaient se les procurer par le biais de leurs exportations, puiser dans leurs réserves ou emprunter des dollars auprès des banques. Les États-Unis, en revanche, émettaient la devise dans laquelle le pétrole était coté. Ils pouvaient donc payer leurs importations et emprunter à l'étranger dans leur propre devise – des privilèges particuliers dont ne bénéficiaient pas les autres États.

(A suivre)

Source : Jacobin , 30/08/2026
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

(*) Journaliste et historien suédois qui écrit sur l'histoire politique et économique, le monde du travail, la sécurité sociale et le développement personnel. Il est l'auteur de Överlevnad – för samhället och människorna

ÉGYPTE

Le gouvernement prépare un plan d'austérité face aux tensions régionales

La baisse envisagée des dépenses publiques devrait s'appliquer à l'ensemble des administrations de l'Etat, tout en préservant la continuité de l'activité économique et productive. Les détails de ce plan n'ont cependant pas été divulgués.
Le gouvernement égyptien prépare un nouveau plan d'austérité afin de dégager une marge de manœuvre budgétaire face aux répercussions économiques des tensions actuelles dans la région, d'après un communiqué de presse du cabinet ministériel, lundi 2 novembre.
Le premier ministre, Mostafa Madbouly a souligné que « l'Etat travaille selon des mécanismes flexibles pour faire face aux différents scénarios liés à l'escalade des tensions régionales », lors d'une réunion regroupant le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, du ministre de la Planification et du Développement économique, Ahmed Rostom, et de plusieurs responsables des deux ministères.
Madbouly a fait état d'«un plan visant à rationaliser les dépenses publiques et à dégager une marge financière déterminée pour faire face à la crise régionale actuelle », précisant que ce dispositif était en cours d'élaboration, en coordination entre les ministères des Finances et de la Planification.

Carburant et électricité en tête des économies

Les détails et l'ampleur des économies ne sont d'ailleurs pas rendus publics. Or, le projet prévoit notamment de "maîtriser la consommation gouvernementale de carburant et d'électricité", sans donner plus de détails.
La rationalisation concernera également l'ensemble des crédits alloués aux dépenses de publicité et d'annonces dans les différentes administrations publiques.
Madbouly a toutefois insisté sur « la nécessité d'accorder la priorité absolue aux activités de production et de fabrication, ainsi qu'au renforcement des exportations vers les marchés étrangers ». Le gouvernement compte allouer 48 milliards de LE aux exportateurs, soit presque l'équivalent des allocations aux transferts monétaires aux plus démunis.
Le projet sera présenté au Conseil des ministres dans sa version définitive, a ajouté le communiqué sans préciser de date.

Mode crise

Le projet prévoit notamment l'adoption de mesures préventives destinées à prémunir l'Etat contre les différentes situations de crise.
Les mesures envisagées devraient s'appliquer à l'ensemble des administrations et organismes de l'Etat, tout en préservant la continuité de l'activité économique et productive.
Le gouvernement affirme ainsi sa capacité à préserver les allocations budgétaires nécessaires à l'approvisionnement en produits de première nécessité, comme le blé et les carburants, afin de garantir leur disponibilité pendant des périodes suffisamment longues et dans des conditions rassurantes. Les besoins des secteurs du pétrole et de l'électricité seront aussi assurés.
Le dispositif prévoit de poursuivre la mobilisation du financement nécessaire au maintien de la stabilité des services essentiels destinés aux citoyens.

R I.

MALGRÉ LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Le géant saoudien Aramco annonce une hausse de 34,6% de son bénéfice

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi une hausse de 34,6 % de son bénéfice net au troisième trimestre, dans un contexte de guerre au Moyen-Orient qui continue de faire flamber les prix du pétrole.

Depuis la reprise des hostilités au Yémen en juillet, les Houthis pro-iraniens ont multiplié les attaques contre des pétroliers, des installations de stockage, des raffineries ainsi qu'un oléoduc stratégique du royaume, qui soutient le gouvernement yéménite face à leur mouvement.
Les Houthis entravent également le trafic maritime dans le détroit de Bab al-Mandeb, tandis que l'Iran perturbe celui passant par le détroit d'Ormuz, de l'autre côté de la péninsule Arabique, compliquant les exportations de pétrole saoudien.
Malgré ces perturbations, Aramco, pilier de l'économie saoudienne et l'une des entreprises les plus valorisées au monde, a vu ses bénéfices s'envoler au troisième trimestre, en grande partie grâce au maintien des prix élevés du pétrole.
Le groupe pétrolier a indiqué que son bénéfice net avait atteint 135,9 milliards de riyals (36,2 milliards de dollars), contre environ 101 milliards de riyals à la même période de l'année précédente.
Les grands groupes énergétiques à travers le monde ont également vu leurs bénéfices bondir au troisième trimestre, portés par les prix des hydrocarbures et les marges de raffinage.
"L'incertitude géopolitique et les attaques contre des installations énergétiques stratégiques ont continué d'aggraver la crise mondiale de l'approvisionnement en énergie au troisième trimestre 2026, avec de graves conséquences pour la sécurité énergétique mondiale", a toutefois déclaré le PDG d'Aramco, Amin Nasser, dans un communiqué.
Au deuxième trimestre, Aramco avait enregistré une hausse de 44% de son bénéfice net sur un an, à 122,6 milliards de riyals (32,7 milliards de dollars), déjà portée par l'envolée des prix du brut provoquée par la guerre.
Le conflit au Moyen-Orient, déclenché le 28 février par des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran, a bouleversé les marchés mondiaux de l'énergie, entraîné un recours généralisé aux réserves stratégiques et alimenté l'inflation.

1,5 milliard de barils

En parallèle, des drones ukrainiens ont frappé des infrastructures énergétiques russes, poussant Moscou à interdire les exportations de certains produits, notamment d'essence et de gazole.
Le mois dernier, les Houthis ont affirmé avoir visé le siège d'Aramco, un vaste complexe comprenant de nombreux bâtiments et ensembles résidentiels dans l'est saoudien, riche en pétrole.
Les autorités saoudiennes ont indiqué qu'un bâtiment avait été touché dans le secteur, tandis que deux employés d'Aramco, s'exprimant sous couvert d'anonymat auprès de l'AFP, ont affirmé qu'une tour du siège avait été frappée.
Le détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant la guerre environ un cinquième des exportations mondiales de pétrole, reste au coeur des tensions entre Washington et Téhéran, qui revendique le contrôle de cette voie maritime stratégique.
Le 25 octobre, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a affirmé avoir aidé les pays du Golfe à exporter plus de 1,5 milliard de barils de pétrole brut via le détroit depuis l'été, et facilité le passage de plus de 3.000 navires commerciaux au cours des six derniers mois.
Malgré ces efforts, le trafic maritime reste exposé aux attaques iraniennes, tandis que Washington maintient un blocus des ports iraniens.

Finances sous pression

Les cours du pétrole ont chuté de plus de 7 % lundi, alors que des signes d'une reprise du dialogue entre Téhéran et Washington se multipliaient. Ils ont toutefois légèrement rebondi mardi matin. A environ 105,06 dollars, le baril de Brent, référence internationale, reste au dessus du seuil symbolique des 100 dollars, contre environ 70 dollars avant le début de la guerre.
Les performances d'Aramco sont particulièrement scrutées en Arabie saoudite, où les revenus pétroliers restent essentiels au financement des dépenses publiques et des ambitieux projets de diversification économique du royaume.
Malgré des recettes publiques supérieures aux prévisions initiales, le gouvernement saoudien a révisé à la hausse ses prévisions de déficit budgétaire pour 2026, à 245 milliards de riyals (65 milliards de dollars), soit 4,9% du produit intérieur brut (PIB), contre 165 milliards initialement prévus. Le premier exportateur de brut mondial et plus grande économie du Moyen-Orient devrait connaître une contraction de son PIB de 3,3% cette année, selon le Fonds monétaire international (FMI).

Agence

LIBYE

Dbeibah et le gouverneur de la Banque centrale examinent des mesures pour stabiliser le dinar libyen

Le chef du Gouvernement d'unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah, s'est entretenu, lundi 2 novembre 2026, avec le gouverneur de la Banque centrale de Libye, Fawzi Misbah Aboukhzam, au siège de la présidence du gouvernement.
Cette rencontre a porté sur les dernières évolutions de la situation financière et économique du pays, ainsi que sur les moyens de renforcer la coordination entre les politiques budgétaire et monétaire.
Les discussions ont abordé plusieurs dossiers économiques prioritaires, notamment l'évolution du taux de change du dinar libyen et les mesures nécessaires pour soutenir la stabilité monétaire. Les deux responsables ont également examiné les moyens de remédier aux déséquilibres financiers et de renforcer la discipline dans la gestion des dépenses publiques.
Les échanges ont aussi porté sur les moyens d'assurer l'équilibre des finances publiques et d'améliorer la coordination entre les institutions chargées des politiques économiques, afin de soutenir les efforts visant à préserver la stabilité économique du pays.

Renforcer la coopération entre le gouvernement et la Banque centrale

Au cours de cette rencontre, Abdelhamid Dbeibah a souligné l'importance d'intensifier la coopération entre le gouvernement et la Banque centrale de Libye, en mettant particulièrement l'accent sur la modernisation des services bancaires et l'élargissement de l'utilisation des moyens de paiement électronique. Il a insisté sur le rôle de ces initiatives dans la simplification des transactions financières pour les citoyens, le renforcement de l'inclusion financière et la réduction de la dépendance aux paiements en espèces, tout en améliorant l'efficacité des services bancaires. De son côté, le gouverneur de la Banque centrale, Fawzi Misbah Aboukhzam, a souligné la nécessité de poursuivre la coordination entre les différentes institutions de l'État et de conjuguer les efforts pour faire face aux défis économiques et financiers. Il a également insisté sur l'importance de préserver la stabilité du secteur bancaire et d'assurer la continuité des services bancaires, afin de renforcer la confiance dans le système financier libyen et de soutenir la stabilité économique.

Taux de change : aucune nouvelle décision annoncée

Les discussions se sont concentrées sur les priorités des politiques monétaire et budgétaire ainsi que sur le développement des services bancaires. Toutefois, les informations rendues publiques ne font état d'aucune nouvelle décision concernant le taux de change ni de mesures opérationnelles précises.
Le taux de change du dollar américain s'établissait à environ 6,41 dinars libyens, selon le taux de référence disponible au 3 novembre 2026. Cela correspond à environ 0,156 dollar pour un dinar libyen.
Sur le marché parallèle, les taux de change varient en fonction de l'offre, de la demande et des régions. Aucune donnée confirmée n'est actuellement disponible concernant les cours pratiqués à Tripoli et à Benghazi.

Agence

COTON AFRICAIN

Deux mois supplémentaires pour profiter de l'exonération indienne

L'Inde est le deuxième consommateur mondial de coton derrière la Chine. Le pays, dont l'industrie textile dépend d'un approvisionnement régulier et compétitif, cherche à faciliter les importations pour répondre aux besoins de ses filatures.

L'Inde a prolongé de deux mois l'exonération des droits de douane (11 %) sur les importations de coton, en vigueur depuis le 1er juin, selon un communiqué officiel publié le 31 octobre dernier. La décision, prise par notification du ministère des Finances, maintient cette ouverture jusqu'à la fin décembre.
La mesure indienne répond d'abord aux besoins de l'industrie textile nationale. Selon Reuters, les prix intérieurs du coton sont restés fermes malgré l'arrivée de la nouvelle récolte en octobre. Des pluies de mousson irrégulières ont alimenté les craintes d'une baisse de production, poussant les filateurs à demander le maintien des importations sans droits.
La reconduction de cette facilité douanière devrait ainsi améliorer la disponibilité de la matière première, alléger les coûts des entreprises et répondre à certains besoins de qualité.

Une ouverture prolongée, mais disputée

La prolongation de l'exonération offre un répit aux exportateurs africains, notamment au Mali, en maintenant temporairement l'accès au marché indien sans droits de douane. Elle préserve ainsi un avantage de coût pour leurs acheteurs, sans garantir pour autant une augmentation des commandes. Le Mali dispose déjà d'une position importante sur ce marché.
D'après les statistiques indiennes de 2024 accessibles dans WITS, à partir d'UN Comtrade, l'Inde a importé 989 millions de dollars de coton non cardé ni peigné, pour environ 451 426 tonnes. Le Mali était son troisième fournisseur en valeur, derrière l'Australie et les États-Unis, avec 138,5 millions de dollars et 75 040 tonnes, soit environ 14 % de la valeur des achats indiens de cette catégorie. L'Égypte occupait la quatrième place, avec 120,3 millions de dollars.
Mais cette ouverture douanière bénéficiera aussi aux fournisseurs américains, australiens et brésiliens, qui cherchent également à accroître leurs ventes sur ce marché dans un contexte de forte demande.
Dans son rapport de fin août consacré au secteur, le Département américain de l'agriculture (USDA) indique que les importations cumulées entre août 2025 et juin 2026 ont augmenté de 72 % par rapport à la même période de la campagne précédente et dépassé de près de 300 % la moyenne des cinq dernières années.
Selon les données du ministère indien du Commerce citées dans ce rapport, les achats de juin ont progressé de 21 % par rapport à mai et de 175 % sur un an. Le Brésil, l'Australie, les États-Unis et le Mali figuraient alors parmi les principales origines en volume.
Le délai supplémentaire élargit donc les possibilités commerciales sans garantir de gains de parts de marché aux origines africaines, dont la compétitivité dépendra autant des prix proposés que de la fiabilité des livraisons. Pour les négociants africains, l'enjeu reste de proposer une fibre compétitive et disponible dans les délais recherchés.
Dans un reportage publié le 16 octobre dernier, Radio France Internationale (RFI) décrivait une congestion à Abidjan depuis la fin mai, marquée par des escales reportées, un manque de conteneurs vides, des difficultés d'accès aux terminaux et des attentes pouvant atteindre trois mois, contre trois semaines habituellement, selon les professionnels interrogés.
Dans son bulletin de suivi des ports couvrant la période du 7 au 13 octobre, le groupe de transport et de logistique Kuehne+Nagel signalait également une forte occupation des parcs, des problèmes de fiabilité des équipements et des capacités de transport routier insuffisantes. Un programme de redressement était alors prévu jusqu'à fin octobre.

Agence

VILLES AFRICAINES

Le défi de l'aménagement face au boom démographique de 2050

D'ici 2050, les villes africaines devront non seulement accueillir une population croissante, mais aussi lui garantir l'accès aux logements, aux transports, aux services essentiels et aux emplois. Un défi qui impose de repenser les modèles actuels.
Luanda pourrait dépasser Lagos et devenir la ville la plus peuplée d'Afrique subsaharienne en 2050. Dans son rapport « Sub-Saharan Africa's Urban Awakening: Catalyzing Economic Growth and Job Creation », publié fin octobre dernier, la Banque mondiale projette une augmentation de 78 % de la population de la capitale angolaise, de 11,4 millions d'habitants en 2025 à 20,3 millions au milieu du siècle. Lagos passerait, dans le même temps, de 12,8 millions à 16,2 millions d'habitants.
Ce changement de classement illustre une transformation beaucoup plus large. Addis-Abeba atteindrait 10,8 millions d'habitants, contre 6,7 millions en 2025, Abidjan passerait de 6,6 millions à 9,8 millions et Yaoundé de 5,1 millions à 8,7 millions. Bamako, dont la population augmenterait de 80 % pour atteindre 7,6 millions d'habitants, entrerait parmi les quinze villes les plus peuplées de la région.
Au-delà du nombre d'habitants, le rapport pose une question économique : comment permettre à des villes plus grandes de devenir aussi plus productives ? Pour la Banque mondiale, la réponse passe par l'organisation du foncier, l'accès aux infrastructures et les connexions entre les quartiers et les pôles d'emploi.

Une forte expansion urbaine qui se fera au-delà des limites actuelles des villes

Globalement, l'Afrique subsaharienne devrait compter environ 1,7 milliard d'habitants urbains en 2050, contre près de 913 millions en 2025. Elle ajouterait ainsi, en 25 ans, presque autant de citadins qu'au cours des 50 années précédentes, aussi bien dans les villes que dans les périphéries et les petites agglomérations.
Si l'exode rural est souvent mis en avant, les auteurs soulignent que ce facteur jouera un rôle de plus en plus secondaire dans la croissance attendue. À l'échelle régionale, l'accroissement naturel la différence entre les naissances et les décès a représenté entre 68 % et 78 % de l'augmentation de la population urbaine selon les périodes étudiées entre 1985 et 2025. Les besoins futurs en logements, en écoles, en soins et en transports dépendront donc largement de l'évolution des populations déjà installées en milieu urbain.
Dans un tel contexte, le principal défi sera d'abord l'espace. Selon le rapport, 71 % de la croissance de la population urbaine d'ici 2050 devrait se produire au-delà des limites actuelles des villes : dans leurs périphéries, dans les petites agglomérations et dans des espaces aujourd'hui ruraux appelés à s'urbaniser. La superficie des villes devrait également augmenter d'environ 90 % sur la période.
Or, les périphéries sont souvent insuffisamment préparées. Les terrains se divisent et se construisent avant que les grandes voies, les réseaux et les espaces publics aient été réservés, tandis qu'il devient ensuite plus difficile et plus coûteux d'équiper les quartiers.
L'organisation indique ainsi qu'à Dar es-Salaam, en Tanzanie, construire des routes dans des secteurs non planifiés est estimé entre 15 % et 25 % plus coûteux que dans des secteurs planifiés.
Face à ces contraintes, la Banque mondiale préconise une démarche en deux volets : planifier un réseau de voies principales et réserver les terrains nécessaires à leur aménagement, puis faciliter l'organisation des parcelles autour de ce réseau.

Relier les logements aux emplois et aménager sans accroître les vulnérabilités

Selon les auteurs du rapport, les gains économiques liés à l'essor urbain projeté d'ici le milieu du siècle dépendront d'abord de la capacité des entreprises à se regrouper et de celle des travailleurs à les rejoindre. Sans transports efficaces et sans infrastructures suffisantes, les quartiers restent fragmentés et les habitants accèdent difficilement aux possibilités d'emploi. Pour éviter un tel scénario, ils proposent de coordonner les investissements dans l'aménagement de terrains pour les entreprises, les services essentiels, les transports et les logements abordables, plutôt que de les traiter comme des programmes distincts.
L'institution préconise des transports collectifs de masse à long terme, tout en améliorant dès maintenant l'articulation entre les services formels et informels. Elle suggère aussi d'assouplir les règles de construction excessivement restrictives qui limitent l'offre de logements dans les secteurs bien situés.

Financer l'aménagement et adapter les investissements aux territoires

La préparation des villes au boom démographique urbain suppose surtout des administrations capables d'appliquer les plans et de financer les services. Pour cela, les auteurs recommandent de clarifier les responsabilités publiques, de renforcer les compétences locales et de rendre les transferts financiers entre l'État et les collectivités plus prévisibles et transparents. À cela s'ajoutent l'élargissement de la couverture de la fiscalité immobilière, la modernisation des fichiers de propriétés et la numérisation de la facturation. L'objectif est de mieux identifier les biens et d'améliorer le recouvrement afin de renforcer les recettes locales.

R I.

CORRIDOR ABIDJAN-LAGOS

Le Togo propose de ramener le coût du projet à 10 milliards de dollars

Le Togo propose de revoir le financement de l'autoroute Abidjan-Lagos, dont le coût initial est estimé à 15 milliards de dollars. C'est l'une des recommandations formulées par Sani Yaya, ministre délégué chargé des Travaux publics et des Infrastructures, lors de la 23e réunion du comité ministériel de pilotage, tenue à Lomé le vendredi 30 octobre 2026. Le ministre délégué a présenté des options permettant de ramener l'investissement à 13 milliards, voire à 10 milliards de dollars, avec pour objectif de réduire la charge financière des cinq États concernés et d'accélérer la réalisation du projet.
« Pour le Togo, de nouvelles économies pourraient encore être recherchées afin de réduire davantage la facture globale », rapporte ainsi le ministère chargé des Travaux publics et des Infrastructures, qui encourage les experts et les partenaires financiers à poursuivre les efforts d'optimisation.

Mutualiser les coûts et les risques

Le gouvernement propose également un mécanisme de péréquation financière pour répartir les charges entre les pays, en fonction de la rentabilité de leurs tronçons. Cette approche vise à éviter que les États dont les sections génèrent moins de recettes supportent seuls leur financement.
Le Togo demande aussi l'opérationnalisation de l'Autorité de gestion du corridor Abidjan-Lagos (ALCoMA), notamment par le recrutement de son directeur général et de ses responsables techniques. Le conseil d'administration de cette structure supranationale a tenu sa première réunion en juin 2026 à Lagos, avec notamment la mise en place de deux sous-comités chargés des ressources humaines et des finances.
En mai 2026, la CEDEAO et la Banque africaine de développement (BAD) avaient également engagé des missions conjointes auprès des cinq pays pour ouvrir les discussions sur le financement de la construction de l'autoroute. Cette étape marque le passage du projet vers sa phase d'investissement.

Restructurer l'investissement régional

Longue d'environ 1 028 km, l'autoroute à six voies doit relier Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou et Lagos. Elle constitue un axe routier majeur de la sous-région, dans une zone qui concentre environ 75 % des activités commerciales de l'Afrique de l'Ouest, selon la CEDEAO.
Pour le Togo, qui se veut un important point de transit et un nœud d'intégration entre le portuaire et le routier, le projet doit faciliter les échanges entre les principaux pôles économiques, améliorer l'accès aux ports et soutenir ses activités logistiques et industrielles.

R I.

POINT-MARCHÉS

Paris limite la casse, l'Europe sous tension avant les midterms

Les Bourses européennes restent dans le rouge à la mi-séance mardi, dans l'attente du résultat des élections américaines de mi-mandat. Les inquiétudes sur la technologie et le rebond du pétrole freinent les prises de risque. Plusieurs publications d'entreprises sont néanmoins saluées, notamment celles de bioMérieux, Rubis et Bayer.

La Bourse de Paris limite son recul après une ouverture sous les 8 000 points. A la mi-séance mardi, le CAC 40 perd 0,24 %, à 8 024,22 points. Francfort reste davantage pénalisée : le DAX 40 cède 0,62%, tandis que l'Euro Stoxx 50 abandonne 0,52%. A Londres, le FTSE 100 recule de 0,51%, et le Stoxx Europe 600 de 0,33%.
Après le rebond de lundi, la prudence reprend ainsi le dessus. Les valeurs technologiques restent sous pression, dans le sillage du Nasdaq Composite qui a perdu 1,07% lundi, tandis que le S&P 500 a cédé 0,51% et que le Dow Jones a gagné 0,41%. Les interrogations sur la rentabilité des investissements dans l'intelligence artificielle continuent de peser sur le secteur, notamment les semi-conducteurs.
Les investisseurs attendent surtout l'issue des élections américaines de mi-mandat, qui détermineront le rapport de force au Congrès et la marge de manoeuvre de Donald Trump pour la seconde partie de son mandat. Les premiers résultats sont attendus dans la nuit de mardi à mercredi. Les marchés prédictifs comme Polymarket estiment à 91% la probabilité que les démocrates prennent le contrôle de la Chambre des représentants et à 76% celle qu'ils remportent le Sénat.
Le pétrole remonte également après sa forte baisse de lundi. Le Brent affiche une hausse de 1,54%, à 105,80 USD le baril. Les frappes américaines contre l'île iranienne de Qeshm ont ravivé les tensions et fragilisé les espoirs de désescalade qui avaient soutenu les marchés la veille.

Au niveau de la macro-économie

L'agenda du jour sera marqué par deux indicateurs américains : les commandes à l'industrie de septembre (16h) et le rapport JOLTS sur les offres d'emploi (16h).
Sur le marché des devises, l'euro est en léger repli face au billet vert (-0,07%) et se négocie contre 1,1181 dollar.

Dans l'actualité des valeurs

A Paris, bioMérieux progresse de 4,15%, selon le palmarès consulté. Le spécialiste du diagnostic bénéficie d'un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes, avec une croissance organique de 8,1%, et confirme son objectif annuel de progression des ventes compris entre 3% et 5%.
Rubis gagne 3,61%. Le distributeur d'énergie confirme ses perspectives d'EBITDA pour 2026, après une hausse de 7% de ses volumes au troisième trimestre. Son chiffre d'affaires bondit de 44%, une progression qui reflète aussi le renchérissement des produits pétroliers.
A l'inverse, Alstom abandonne encore environ 7%, après sa chute de 26,09% lundi. L'avertissement sur résultats du constructeur ferroviaire entraîne une nouvelle salve de révisions d'analystes : JPMorgan abaisse sa recommandation de "surpondérer" à "neutre" et ramène son objectif de cours de 28 à 15,60 EUR. Citi réduit sa cible à 14 EUR. Les services technologiques restent également mal orientés : Atos recule de 4,22%, Teleperformance de 2,97% et Alten de 2,74%.
En Allemagne, Bayer demeure recherché après le relèvement de ses objectifs annuels, soutenu par sa division pharmaceutique. La cotation affiche une hausse de 5,40%.
A Amsterdam, Philips avance d'environ 5%. Le groupe bénéficie d'une rentabilité trimestrielle supérieure aux attentes et d'un accord de principe avec le ministère américain de la Justice dans le dossier Respironics, lié au rappel d'appareils respiratoires.
A Londres, Drax bondit de 9,12%. Le producteur d'électricité profite de son partenariat avec Brookfield et Radiant pour développer un centre de données sur le site de sa centrale du Yorkshire du Nord.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Novembre 2026
Valeur : 04 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.6893	135.7043
1	EUR	EURO	151.4700	151.5003
1	GBP	POUND STERLING	181.7186	181.7631
100	JPY	JAPANESE YEN	86.2560	86.2710
1	CNY	CHINESE YUAN	20.3952	20.3987
1	CHF	SWISS FRANC	164.6315	164.7497
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.1360	97.1676
1	DKK	DANISH KRONE	20.2673	20.2725
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7928	13.7952
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.6921	14.6952
1	AED	UAE DIRHAM	36.9444	36.9505
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1549	36.1608
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.1210	440.3125
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1725	45.6265
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7905	13.7921
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.0485	21.1565
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3872	3.3977
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	183.5401	183.5401

POINT-MARCHÉS

La chute des semi-conducteurs pèse sur les Bourses mondiales

Les Bourses mondiales reculent mardi, freinées par une nouvelle chute des fabricants de semi-conducteurs sur fond de doutes sur la rentabilité de l'intelligence artificielle, tandis que les investisseurs attendent l'issue des élections américaines de mi-mandat.
En Europe, vers 08H50 GMT, Paris reculait de 0,58%, Francfort cédait 0,96%, Londres 0,50% et Milan 0,86%. En Asie, Séoul et Taipei ont chacune chuté de 3,59%, Shanghai a perdu 0,82% et Singapour 0,37%. Hong Kong a été plus résiliente (+0,57%). Tokyo était fermée en raison d'un jour férié.
"Les fabricants de semi-conducteurs ont particulièrement souffert, alors que les investisseurs s'interrogent de plus en plus sur la rentabilité des investissements dans l'intelligence artificielle", commente John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion.
Lundi à Wall Street, le Dow Jones a pris 0,41%, mais le S&P 500 a perdu 0,51% et le Nasdaq, riche en valeurs technologiques, 1,07%, après une chute de 2,86% vendredi. Le S&P 500 a fini dans le rouge alors que près de sept valeurs sur dix ont progressé, illustrant le poids de la tech dans l'indice.
Les besoins de financement du secteur continuent d'inquiéter les investisseurs. Oracle a chuté lundi de près de 9% après avoir annoncé son intention de lever environ 20 milliards de dollars.
Après la clôture, Apple a publié un chiffre d'affaires trimestriel record de 114,5 milliards de dollars (+12%), mais prévu une marge brute ramenée à 45-46%, rognée par la flambée du prix des puces mémoire. Son titre perdait près de 3% dans les échanges électroniques.
A la cote européenne, le secteur des semi-conducteurs était dans le rouge : Soitec lâchait 3,26%, STMicroelectronics 3,27%, Infineon 3,23%, Melexis 2,69%, Aixtron reculait de 2,77%, Technoprobe de 2,57%, ASML de 2,51% et ASM International de 1,59%.
"L'anticipation naissante d'une +vague bleue+ aux élections de mi-mandat a semblé peser sur le secteur technologique, une victoire démocrate pouvant compliquer la construction de centres de données et favoriser une régulation accrue de l'IA", estiment les stratèges de Deutsche Bank.
Sur le Vieux Continent, Siemens Energy abandonnait 1,65% et Schneider Electric 1,60% vers 08h50 GMT.
Les premiers bureaux de vote ouvrent à 11H00 GMT sur la côte est des États-Unis et les premiers résultats sont attendus dans la nuit. Les sondages donnent les démocrates gagnants à la Chambre des représentants, entièrement renouvelée, l'issue étant plus incertaine au Sénat.
"La contestation des élections ou le retard de validation de celles-ci est l'un des risques majeurs à très court terme pour les marchés", prévient Sebastian Paris Horvitz, directeur de la recherche de LBP AM.

Le pétrole repart à la hausse

Après les menaces proférées durant le week-end, le ton a sensiblement changé lundi entre Iraniens et Américains, Donald Trump déclarant à la veille des élections aux États-Unis qu'un accord avec l'Iran "pourrait arriver".
Mais le négociateur en chef iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé mardi que "la République islamique d'Iran se tient prête au combat, le doigt sur la gâchette", ajoutant que "la balle est désormais dans le camp des États-Unis pour éviter la guerre".
Après une chute de plus de 7% lundi, le Brent de la mer du Nord, référence mondiale, grimpait de 1,57% à 106,42 dollars vers 08H50 GMT, et son équivalent américain, le WTI, prenait 1,46% à 97,87 dollars.

La saison des résultats se poursuit en Europe

Le géant allemand Bayer bondissait de 5,84% après avoir relevé ses prévisions annuelles, porté par sa pharmacie, malgré une perte nette au troisième trimestre due à des dépréciations exceptionnelles et au reflux de l'agrochimie.
Philips, fabricant néerlandais d'électronique et d'appareils médicaux, prenait 3,38% après avoir conclu un accord "de principe" pour le rappel d'appareils contre l'apnée du sommeil aux Etats-Unis, a-t-il annoncé en marge de la présentation de ses résultats du troisième trimestre.
La compagnie aérienne allemande Lufthansa gagnait 2,46% malgré l'alourdissement attendu de sa facture de kérosène en 2026, qui l'a conduite à resserrer ses prévisions annuelles, alors que son bénéfice net a progressé de 30% au troisième trimestre.

R I.

FRAUDE FISCALE INDUSTRIALISÉE

Le procès des “Dubaï Papers” s’est ouvert à Paris

Un de deux princes belges, les frères Croÿ accusés, est appelé à la barre pour entendre la lecture des faits qui lui sont reprochés.

Une rare plongée dans les rouages de l'industrie de la fraude fiscale internationale : une organisation qui proposait aux riches contribuables des solutions clés en main pour cacher et récupérer leur argent sous les radars du fisc est jugée depuis lundi à Paris au procès des "Dubaï Papers". Jusqu'au 3 décembre comparaissent devant le tribunal correctionnel non pas de simples contribuables mais 13 personnes et trois sociétés représentant l'arrière-boutique d'une fraude aussi habile à jongler avec les pays qu'avec les millions : dirigeants de l'organisation, employés, apporteurs d'affaires, prête-noms. Au centre de ce que le parquet national financier (PNF) qualifie d'"officine de fraude fiscale et de blanchiment à grande échelle" se trouve la société suisse Jawer, relocalisée aux Émirats arabes unis à partir de 2007 pour contourner la levée du secret bancaire helvète, et fonctionnant depuis la zone franche de Ras el-Khaïmah, émirat au nord de Dubaï, sous le nom de Helin. Révélée en septembre 2018 par l'hebdomadaire L'Obs, cette affaire entre dans un niveau de détail rarement atteint pour un dossier financier international de cette ampleur. Car la procédure se nourrit d'une manne tombée du ciel : des milliers de documents internes de Jawer/Helin remis anonymement sur une clé USB au PNF en janvier 2019. Cette masse de messages et de documents financiers a jeté une lumière contre-nature sur un monde ayant précisément l'opacité pour fonds de commerce, dans lequel les codes des affaires croisent parfois ceux de la criminalité organisée : échanges avec les clients via une messagerie chiffrée, utilisations d'alias dans les communications internes, argent discrètement remis aux contribuables via des valises de billets ou des cartes prépayées. Jugés pour complicité de fraude fiscale et blanchiment en bande organisée, ainsi qu'association de malfaiteurs, les prévenus sont poursuivis pour avoir permis à plus d'une centaine de contribuables français aisés d'échapper à au moins 54 millions d'euros d'impôts entre 2007 et 2018. D'autres procédures sont en cours en Belgique et en Suisse.

Le prince et la mécène

Pour les seuls résidents fiscaux français, l'accusation estime que Jawer/Helin a géré plus de 200 millions d'euros d'actifs, dissimulés via 658 sociétés offshore, pour le compte de 322 contribuables. Les fonds étaient éparpillés dans des banques à travers la planète, des Bahamas à l'île Maurice, de Hong Kong à Porto Rico.
L'officine proposait également à des entreprises de diminuer artificiellement leur base imposable en leur adressant des factures fictives ou surévaluées d'honoraires ou de sous-traitance. Elle leur permettait ensuite de récupérer par des voies détournées les sommes sorties de leur comptabilité. À la tête de cette structure compartimentée et répartie entre plusieurs pays se trouvait le prince belge Henri de Croÿ, 68 ans, alias "A3" dans les communications internes. Longs cheveux blancs coiffés en arrière, veste passée sur une chemise bleu ciel à carreaux, l'aristocrate a été le premier appelé à la barre pour entendre la lecture des faits qui lui sont reprochés. Pour le PNF, son expertise en fiscalité internationale, ses réseaux mondains dans l'aristocratie et la haute bourgeoisie européennes ainsi que sa connaissance du fonctionnement de la justice, du fait de précédents démêlés judiciaires en Belgique, "permettent d'expliquer en grande partie l'étendue et la pérennité de cette fraude".

R I/Agence

LOURDEMENT ENDETTÉ

L’opérateur télécoms britannique Virgin Media O2 va supprimer des milliers d’emplois

L’entreprise dit prévoir des économies d’approximativement 300 millions de livres (360 millions d’euros) grâce à «une réduction de la taille des effectifs» dans le cadre d’un plan plus large destiné à réduire ses coûts d’environ 800 millions de livres par an d’ici 2029.
L’opérateur britannique de télécommunications Virgin Media O2, lourdement endetté, a annoncé mardi qu’il va supprimer «des milliers» d’emplois au cours des deux prochaines années, dans le cadre d’un programme de réduction de coûts, en parallèle d’un recours accru à l’intelligence artificielle. Dans un communiqué, l’entreprise dit prévoir des économies d’approximativement 300 millions de livres (360 millions d’euros) grâce à «une réduction de la taille des effectifs» dans le cadre d’un plan plus large destiné à réduire ses coûts d’environ 800 millions de livres par an d’ici 2029.
L’opérateur, qui emploie 16 000 personnes, n’a pas donné le nombre exact de postes supprimés, précisant à l’AFP qu’il se situerait «dans les milliers». Ces réductions d’emplois découleront en majorité d’une restructuration au siège, en particulier sur les postes de direction plutôt que des fonctions en contact direct avec la clientèle, a affirmé Virgin Media O2. Ces mesures se feront «parallèlement à un recours accru à l’IA et aux outils numériques pour soutenir une prise de décision et une exécution plus rapides», a souligné le groupe dans le même communiqué. L’entreprise a ajouté lancer un agent vocal utilisant l’IA pour traiter les appels liés aux pannes de haut débit.
Son PDG Lutz Schüler a dit s’être résolu à «des décisions difficiles», «étant donné les conditions de marché auxquelles nous sommes confrontés, le contexte réglementaire dans la fibre et les changements technologiques qui bouleversent tous les secteurs de l’économie». Le groupe a annoncé suspendre la modernisation de son réseau fibre, à l’exception de ses engagements préexistants. L’opérateur espagnol Telefonica et le groupe américain Liberty Global ont fusionné leurs entités britanniques O2 et Virgin Media en 2021.

R. I.

LE MINISTRE KAZAKH TOKAYEV A DÉCLARÉ

«Le PIB devrait atteindre 398 milliards de dollars en fin d’année, un record en Asie centrale»

Le produit intérieur brut du Kazakhstan atteindra 398 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, soit le chiffre le plus élevé d'Asie centrale, a déclaré le président Kassym-Jomart Tokayev.
Le chef de l'État, M. Tokaïev, a rencontré avant-hier, 2 novembre, les employés et les représentants syndicaux de l'entreprise métallurgique Qarmet à Temirtau, dans la région de Karaganda. Il a ajouté que la part du secteur manufacturier dans l'économie nationale a dépassé 14 % et que les entreprises de l'industrie lourde de la région ont produit des biens d'une valeur d'environ 7 milliards d'euros. M. Tokaïev a qualifié l'usine de Karaganda de fleuron de l'industrie métallurgique nationale et de pilier économique de toute la région. Il a souligné que Qarmet, grâce à des mesures décisives, est sortie d'une période de pertes se chiffrant en milliards de tenges et a renoué avec les bénéfices l'année dernière, avec un chiffre d'affaires total d'environ 1,8 milliard d'euros.
Le programme de modernisation du groupe bénéficiera d'investissements de 3,5 milliards de dollars d'ici 2028, axés sur les technologies de pointe et les solutions numériques, ainsi que sur la sécurité au travail.
Le président a salué la remise en service du tramway de Temirtau, financée par l'entreprise, et le programme social « Bolashakka Zhol » (Voie vers l'avenir), qui offrira formation et emploi à environ 500 jeunes spécialistes. Il a exprimé l'espoir que d'autres grandes entreprises se joindront à ce programme. Il a expliqué que la production de Qarmet est déjà utilisée dans la construction d'autobus à Saran et qu'un nouveau complexe de coulée continue et de laminage est en construction, produisant des aciers de haute qualité pour les secteurs pétrolier, nucléaire et mécanique. M. Tokaïev a ensuite annoncé que le gouvernement mettra en place des mesures de soutien aux petites entreprises, notamment une exemption d'inspections pour les trois prochaines années, et a réaffirmé la nécessité de faciliter l'accès au crédit. Sur le plan intérieur, il a déclaré que quiconque souhaiterait nuire au pays serait tenu responsable conformément au principe de « l'ordre public » et a réaffirmé l'engagement du gouvernement à coopérer avec tous les États voisins et les pays intéressés.

Agence

SUISSE

L’inflation augmente à 1,5% sur un an en octobre

L'inflation en Suisse a augmenté à 1,5% sur un an en octobre, contre 1% en septembre, notamment sous l'effet de l'augmentation des prix des produits pétroliers, selon les relevés de l'office fédéral de la statistique (OFS) publiés mardi. Durant le mois d'octobre, les prix des produits importés ont grimpé de 3,7% par rapport à la même période un an plus tôt, les prix des produits pétroliers enregistrant un bond de 40,3%, a indiqué l'OFS dans un communiqué.
Les prix des produits fabriqués en Suisse ont quant à eux augmenté de 0,8%. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants, s'est quant à elle chiffrée à 0,5%. En variation mensuelle, l'inflation est toutefois restée stable, l'indice des prix à la consommation se maintenant à 101,7 points contre 101,5 en septembre. Cette hausse par rapport au mois précédent s'explique par plusieurs facteurs, dont l'augmentation des prix pour le mazout, l'essence et le diesel, précise l'OFS.

La BNS a laissé son taux d’intérêt directeur inchangé

Selon l'office, des hausses de prix ont aussi été enregistrées pour les chaussures pour femmes et pour hommes, tout comme pour les prestations médicales ambulatoires des hôpitaux. En revanche, les prix des prestations médicales des cabinets médicaux et des voyages à forfait internationaux ont diminué, de même que ceux de l'hôtellerie.
En septembre, la banque nationale suisse (BNS) a légèrement relevé ses prévisions d'inflation mais a laissé son taux d'intérêt directeur inchangé à 0%, son président, Martin Schlegel, soulignant qu'inflation en Suisse reste «relativement faible en comparaison internationale».
Il avait dit s'attendre à ce qu'elle continue «d'augmenter quelque peu au quatrième trimestre» mais avait estimé qu'elle devrait ensuite «reculer de nouveau dans le courant de 2027».
Lors de sa réunion trimestrielle de septembre, la BNS avait relevé sa prévision d'inflation pour 2026 à 0,7% (contre 0,6% attendu lors de sa précédente réunion trimestrielle de juin) et à 0,8% pour 2027 (contre 0,6% auparavant).
Avec le conflit au Moyen, l'inflation en Suisse, qui stagnait à 0,1% en début d'année, s'était subitement redressée, grimpant à 0,3% en mars, puis 0,6% en avril et mai, mais s'était ensuite tassée à 0,5% en juin, puis à 0,4% en juillet.
Face aux tensions sur les cours du pétrole mais aussi au reflux du franc suisse face au dollar, elle était repartie à la hausse, remontant à 0,8% en août, puis à 1% en septembre.

Agence

LE MÉGA-RACHAT QUI BOUSCULE L'IA

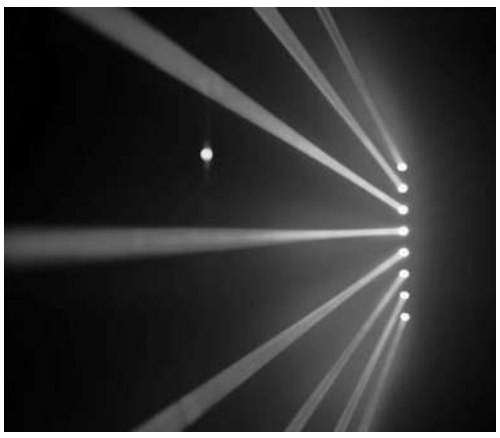
115 milliards pour remplacer le cuivre par la lumière

Pour accélérer les échanges de données dans les centres de calcul d'IA, Marvell veut mettre la main sur le spécialiste des lasers Lumentum. Le rachat, évalué à 115 milliards de dollars et entièrement réglé en actions, réunirait deux entreprises déjà soutenues par NVIDIA.

Le cuivre approche de ses limites dans les grandes infrastructures d'IA, et Marvell mise sur la lumière pour prendre le relais. Le spécialiste des semi-conducteurs a signé un accord pour absorber Lumentum qui fabrique une partie des composants optiques nécessaires aux échanges de données. Ce rapprochement à 115 milliards de dollars renforcerait considérablement son offre face à Broadcom.

Un échange d'actions et une opération encore loin d'être bouclée

Chaque titre Lumentum sera échangé contre 4,5 actions Marvell. Sur la base des cours de clôture du 28 octobre, avant les premières fuites, ce rapport valorisait chaque action Lumentum à environ 1 132 dollars, soit une prime de 23,9%. Au terme de l'opération, les actionnaires de Marvell conserveraient environ 67% du capital, contre 33% pour ceux de Lumentum. Les 115 milliards annoncés correspondent à une valorisation dette comprise. La valeur des seuls titres atteint 102,54 milliards de dollars selon Reuters, cité par The Next Web. L'accord a reçu l'approbation unanime des deux conseils d'administration, mais doit encore passer devant les actionnaires et les régulateurs. Sa finalisation est attendue au premier semestre 2028. Matt Murphy, le PDG de Marvell (pas le guitariste des Blues Brothers), resterait à la tête du groupe alors que trois administrateurs de Lumentum, dont son patron Michael Hurlston, rejoindraient le conseil d'administration.
Les performances d'un centre de calcul dépendent aussi de la vitesse à laquelle ses puces échangent des données. Quand les distances



et les débits augmentent, les connexions en cuivre deviennent plus contraignantes et l'optique prend davantage de place.

Des puces aux lasers, Marvell veut maîtriser toute la liaison

Marvell conçoit déjà des puces d'IA sur mesure, des commutateurs réseau et des solutions d'interconnexion. Lumentum lui apporterait les lasers et les émetteurs-récepteurs optiques (transceivers), ces modules qui assurent l'émission et la réception des signaux lumineux.
Ce dernier fabrique également des commutateurs optiques, ou OCS, qui aiguillent ces liaisons. Marvell se fournit d'ailleurs déjà en lasers auprès de lui, selon Bloomberg. Le rachat lui donnerait surtout davantage de maîtrise sur les capacités de fabrication de composants en phosphure d'indium, un matériau semi-conducteur utilisé notamment dans les lasers et dont la production est devenue un frein au déploiement des infrastructures d'IA.
Les directions des deux entreprises estiment pouvoir viser un marché de 550 milliards de dollars et dégager plus d'un milliard de dollars d'économies annuelles. Elles prévoient également un effet positif sur le bénéfice par action ajusté de Marvell dès la première année.

NVIDIA est déjà actionnaire des deux entreprises

L'accueil boursier a pourtant été froid, pour ne pas dire glacial. En préouverture ce lundi, Lumentum reculait d'environ 6,5% et Marvell de 3%. Depuis les premières fuites, les baisses de valeur atteignent respectivement environ 8% et 22%, rapporte Reuters, dans un secteur également secoué par les prévisions décevantes d'Intel.
NVIDIA suit l'opération d'une position particulière puisqu'elle a investi cette année 2 milliards de dollars dans chacune des deux sociétés. Le rapprochement réunirait donc deux de ses participations.
Pour Marvell, il s'inscrit aussi dans la concurrence avec Broadcom, partenaire majeur de Google dans les puces sur mesure. Marvell a lui-même signé en août un accord avec Google pouvant représenter jusqu'à 120 milliards de dollars de ventes d'ici à son exercice de 2033.
Une proposition américaine visant à interdire les nouveaux émetteurs-récepteurs optiques chinois pourrait par ailleurs favoriser Lumentum face à Zhongji Innolight. Entre les besoins de calcul et les contraintes d'approvisionnement, les connexions deviennent une bataille à part entière dans l'IA. Marvell vient de miser 115 milliards de dollars. À qui le tour ?

Piratage de Binance : le FBI confirme que la Corée du Nord est derrière le casse

Le FBI vient d'attribuer officiellement à des pirates nord-coréens le vol record de 6,3 milliards de dollars en cryptomonnaies sur Binance. Les enquêteurs ont également identifié des centaines d'adresses utilisées pour déplacer le butin et tentent désormais d'empêcher son blanchiment. Les soupçons pesaient déjà sur la Corée du Nord depuis le piratage de Binance, le 29 octobre dernier. La société d'analyse blockchain TRM Labs avait rapidement désigné TraderTraitor, un groupe de cybercriminels soutenu par Pyongyang, comme responsable de l'attaque. Le FBI vient de confirmer cette information dans une alerte publiée le 31 octobre, tout en appelant les acteurs du secteur à coopérer pour empêcher les pirates de blanchir les milliards dérobés.

TraderTraitor, déjà impliqué dans plusieurs vols majeurs de cryptomonnaies

Pour rappel, l'attaque du 29 octobre a permis aux pirates de détourner environ 6,3 milliards de dollars en cryptomonnaies depuis plusieurs portefeuilles de Binance, établissant un nouveau record. Les premières investigations de la plateforme avaient révélé la compromission possible de l'ordinateur d'un ingénieur DevOps, qui aurait permis aux attaquants d'accéder à un conteneur de service et de déclencher des retraits non autorisés. Binance a depuis découvert d'autres points de compromission, sans avoir encore établi l'ensemble du déroulement de l'intrusion.



Dans son avis de sécurité, le FBI attribue désormais formellement l'opération à TraderTraitor, un groupe nord-coréen associé à l'écosystème Lazarus. Les autorités américaines lui imputaient déjà plusieurs vols majeurs de cryptomonnaies, dont les 308 millions de dollars dérobés à DMM Bitcoin en mai 2024 et le piratage de Bybit, qui avait rapporté près de 1,5 milliard de dollars aux attaquants en février 2025.
Ces précédentes opérations avaient mis en évidence le recours à l'ingénierie sociale pour compromettre des employés ou des développeurs disposant d'accès sensibles. Le FBI ne détaille toutefois pas les éléments ayant permis d'attribuer la nouvelle attaque à TraderTraitor, ni la méthode employée pour pénétrer dans l'infrastructure de Binance.

Des centaines d'adresses identifiées pour tenter de bloquer le blanchiment

L'enquête se concentre désormais sur les déplacements des fonds volés. Selon le FBI, les pirates ont commencé à convertir une partie de leur butin en ether (ETH), une cryptomonnaie qu'ils pourraient ensuite faire transiter par des services de finance décentralisée (DeFi) et des plateformes d'échange instantané. Une succession d'opérations qui pourrait compliquer le suivi des fonds et réduire les possibilités de les geler.
Pour entraver ces transferts, le FBI a publié une liste de 628 adresses associées à l'attaque, dont 608 sur Ethereum, 19 sur Bitcoin et une sur Solana. Aux côtés du Secret Service et du service d'enquêtes criminelles de l'administration fiscale américaine (IRS-CI), l'agence demande aux plateformes d'échange, aux opérateurs de nœuds blockchain, aux services DeFi et aux autres prestataires du secteur de bloquer les transactions impliquant ces adresses ou les fonds qui en proviennent. Des mesures de gel avaient d'ailleurs déjà été prises avant cette alerte. Dès le 30 octobre, Binance indiquait avoir obtenu, avec l'aide de ses partenaires, le gel d'environ 3 milliards de dollars d'actifs dérobés. En attendant de savoir quelle proportion de ces fonds gelés pourra effectivement être récupérée, Binance poursuit la reconstitution de ses réserves. Dans un communiqué du 1er novembre, la plateforme a fait savoir qu'elle avait remplacé environ 95 % des actifs dérobés grâce à ses propres ressources financières, sans avoir récupéré cette proportion du butin auprès des pirates. Les 5 % manquants correspondent à des cryptomonnaies moins liquides, que l'entreprise continue de racheter.
Cette reconstitution s'accompagne d'une reprise progressive des retraits, engagée le 1er novembre après plusieurs jours de suspension. Depuis le 2 novembre, les utilisateurs peuvent également vérifier la couverture intégrale de leurs soldes pour les dix principales cryptomonnaies concernées, grâce à une preuve cryptographique des réserves publiée par Binance. La plateforme prévoit d'élargir les retraits à de nouveaux actifs le 3 novembre et s'engage à prendre intégralement en charge les pertes liées au piratage, tandis que les enquêteurs poursuivent la traque des fonds détournés.

Binance : les clients de Binance ont déjà retiré près de 5 milliards de dollars de cryptos

Le hack de Binance a déjà marqué l'histoire. Et on le voit avec les milliards retirés par les clients une fois que c'était à nouveau possible ! Binance est la plateforme crypto la plus importante au monde. Elle est aussi depuis quelques jours la plus grande victime de l'histoire des cryptomonnaies, avec un hack qui a entraîné le siphonnage de près de 6 milliards de dollars. Pourtant, ce piratage, dont la Corée du Nord est soupçonnée, n'a pas encore entraîné de bank run massif, malgré le côté massif apparent des gros chiffres.

Plus de 4,7 milliards de dollars déjà repris par les clients après la réouverture des retraits

Quand Binance a découvert le hack, l'un des mesures prises en urgence a été le blocage des retraits des clients - le temps de reprendre le contrôle de la situation. Et après quelques jours, ceux-ci peuvent à nouveau retirer leur argent.
Et comme nous l'apprend Reuters, beaucoup ont profité de l'occasion pour retirer leurs billes. Depuis dimanche matin, ce sont ainsi près de 4,72 milliards de dollars en cryptomonnaies qui ont été sortis de la plateforme fondée par Changpeng Zhao.

La confiance en Binance persiste pour le moment

Pour autant, si les milliards ont de quoi faire tourner la tête, ce n'est pas un chiffre qui est en capacité aujourd'hui de faire du mal à Binance. Le géant de crypto a ainsi communiqué sur le fait que ces quasiment 5 milliards de dollars de retrait représentent à peine 2,8% de l'ensemble des actifs présents sur la plateforme.
« Cela n'a pas encore provoqué de panique généralisée ni de retrait massif et concentré » a ainsi expliqué le chercheur senior chez HashKey Group, Tim Sun. Si l'on devait prendre un point de comparaison pour comprendre la tranquilité actuelle, on peut rappeler l'affaire FTX, dont l'effondrement en décembre 2022 avait entraîné une immense panique dans le monde de la crypto. Binance, alors qu'elle n'était même pas la plateforme au centre de la crise, avait alors enregistré 6 milliards de dollars de retraits en 72 heures. Il y a donc de la marge.

Ford a abandonné ses modèles populaires

Ford a supprimé plusieurs de ses modèles les plus populaires, mais veut désormais vendre 20% de voitures supplémentaires. Selon le Wall Street Journal, Jim Farley viserait 5 millions de ventes annuelles à l'horizon 2032. Comment retrouver ces volumes sans revenir aux modèles abandonnés ? Le constructeur américain prépare une nouvelle génération de véhicules abordables et mise sur des partenariats industriels,



Ford veut renouer avec la croissance, mais sans revenir sur les choix qui ont contribué à faire reculer ses ventes. Selon les informations du Wall Street Journal, Jim Farley aurait fixé à ses équipes un objectif de 5 millions de véhicules vendus par an d'ici 2032, soit une progression d'environ 20% par rapport au niveau actuel. Le patron du constructeur américain aurait évoqué ces chiffres lors d'une réunion interne, jeudi 29 octobre. Ford, sollicité par le quotidien, n'a pas souhaité commenter.

Le défi est de taille. Sur les neuf premiers mois de 2026, Ford a livré environ 3 millions de véhicules à ses concessionnaires dans le monde, soit 9% de moins qu'un an auparavant. Le groupe n'a plus dépassé les 5 millions de ventes annuelles depuis 2019, alors qu'il écoulait encore plus de 6 millions de véhicules par an il y a une dizaine d'années. Une baisse qui résulte notamment d'une stratégie assumée : abandonner certains modèles populaires, mais insuffisamment rentables, comme les SUV Escape et Edge aux États-Unis.

Pour autant, Ford ne traverse pas une crise financière généralisée. Ses résultats publiés ce 28 octobre 2026 montrent même une légère amélioration : le bénéfice opérationnel ajusté (le résultat de l'activité courante hors éléments exceptionnels) atteint 2,7 milliards de dollars au troisième trimestre, tandis que le bénéfice net (ce qu'il reste après déduction de l'ensemble des charges et des impôts) s'établit à 2 milliards. Le constructeur a également relevé sa prévision annuelle de résultat opérationnel ajusté (le bénéfice tiré de son activité courante, hors éléments exceptionnels et avant intérêts et impôts), désormais comprise entre 10,5 et 11 milliards de dollars. Autrement dit, Ford parvient à améliorer ses résultats malgré le recul de ses volumes. C'est précisément ce qui rend son nouvel objectif de croissance intéressant : comment vendre davantage sans sacrifier les marges retrouvées ?

Des voitures plus abordables, mais pas "ennuyeuses"

Jim Farley défend depuis plusieurs années l'idée selon laquelle Ford ne doit plus investir dans des voitures ordinaires, difficiles à distinguer de celles de ses concurrents. Le constructeur préfère concentrer ses ressources sur des modèles à forte identité, capables de dégager de meilleures marges. Mais cette stratégie pose une limite : comment retrouver les volumes d'autrefois sans disposer d'une gamme suffisamment large pour toucher les automobilistes les moins fortunés ?

Ford tente désormais de résoudre cette contradiction en préparant cinq nouveaux modèles proposés à moins de 40 000 dollars aux États-Unis d'ici la fin de la décennie. Parmi eux figure un pick-up électrique annoncé autour de 30 000 dollars, dont la production doit débuter fin 2027. Selon le Wall Street Journal, Ford viserait plus de 100 000 ventes dès sa première année de fabrication. Un objectif ambitieux sur un marché américain où les prix élevés et le coût du crédit freinent les achats de voitures neuves.

Cette offensive intervient après un coûteux changement de cap dans l'électrique. En février dernier, Ford avait annoncé de lourdes charges liées à la révision de plusieurs programmes, notamment celui du F-150 Lightning. Plutôt que de renoncer aux véhicules à batterie, le groupe entend désormais réduire leurs coûts de fabrication grâce à une nouvelle plateforme technique. L'enjeu dépasse donc le simple lancement de modèles supplémentaires : Ford doit prouver qu'il peut proposer des véhicules électriques abordables sans reproduire les difficultés financières de ses premiers projets.

En Europe, Ford compte sur Renault et Geely

Sur le Vieux Continent, Ford emprunte une autre voie pour retrouver de la compétitivité : s'appuyer sur des partenaires capables de partager les investissements. En décembre 2025, le constructeur américain a ainsi conclu un accord avec Renault pour développer deux voitures électriques sur la plateforme Ampere. Ces modèles, conçus sous la marque Ford mais fabriqués par Renault dans le nord de la France, doivent permettre de renouveler l'offre électrique à moindre coût. Le premier est attendu en concession début 2028. Les deux groupes envisagent également une coopération dans les véhicules utilitaires légers, mais celle-ci reste à l'étude.

Renault n'est d'ailleurs pas le seul partenaire sollicité. Ford et le chinois Geely ont également engagé un rapprochement industriel autour de l'usine Ford de Valence, en Espagne. Le projet doit notamment permettre de partager les capacités de production et les investissements, tout en donnant à Geely une implantation industrielle européenne. Pour Ford, l'enjeu consiste à mieux utiliser ses usines et à limiter les coûts nécessaires au renouvellement de sa gamme

La Fiat Grande Panda électrique corrige son plus gros défaut pour battre les Renault 5 et Volkswagen ID.Polo

Contrairement à sa cousine la Citroën ë-C3, la Fiat Grande Panda électrique propose désormais de « gros » accumulateurs pour augmenter son autonomie. Elle se rapproche ainsi des Renault 5 et autres Volkswagen ID.Polo, mais son prix augmente aussi.

Depuis son lancement, la Fiat Grande Panda laissait le choix entre motorisations essence, à hybridation légère ou 100 % électrique. Pour cette dernière énergie, il fallait se contenter d'un moteur de 113 chevaux alimenté par des batteries de 43,8 kWh net pour une autonomie WLTP légèrement au-dessus des 300 kilomètres (comme sa cousine la Citroën ë-C3 conçue sur la même base technique).

Mais alors que la Citroën propose désormais une variante électrique d'entrée de gamme possédant des batteries encore plus petites (30 kWh), l'Italienne va dans le sens inverse : elle ajoute à son catalogue une nouvelle batterie de 52,8 kWh net (la même que sur le Citroën ë-C3 Aircross et l'Opel Frontera) permettant d'augmenter son autonomie maximale à 392 kilomètres en finition Pop.

Même puissance

Cette Grande Panda électrique à grosses batteries conserve le moteur de 113 chevaux et laissera le choix entre quatre niveaux de finition : Pop, Icone, Business et La Prima.



Attention, il faudra toujours se contenter d'une finition basique sur le niveau Pop, avec des jantes tôlées et surtout l'absence de tablette tactile centrale à bord.

Elle démarre à 25 900€ en finition Pop, 27 800€ en finition Icone, 28 800€ en finition Business et 30 800€ en finition La Prima. Il y a cependant une remise de 1 500€ pour toutes les finitions sauf Business, permettant à son prix de base de descendre à 24 400€ avant bonus écologique (prime CEE).

Elle se porte ainsi au niveau des versions les moins chères des Renault 5 et Volkswagen ID.Polo (25 000€), mais avec des batteries plus grosses et moins d'équipement intérieur. Avec le niveau Icone mieux équipé, elle s'affichera 26 300€ et restera donc sensiblement moins chère que les citadines électriques à grosses batteries des marques précédemment citées. C'est probablement cette finition-là qui sera la plus intéressante.

Côté recharge, la voiture plafonnera à 100 kW comme la version à batteries moins grosses. Fiat annonce un 10-80 % en 28 minutes.

Illustre vin (trois mots) / Souverains égyptiens		Devancés		Dénomi-nation		Le levant		Substance toxique		Plans d'eau	Un anglais / Service rapide		Considéra						
								Découle / Alcaloïde											
Rochers en mer		Organi-sation mondiale		Jadis Ceylan		Opiniâ-tres / Transpirer													
					Général et Président américain		Seigneur féodal						Attristée						
Enragé / Fulminer											Rapport de cercle / Être malveillant								
							Jeu de pions		Virage à ski										
Unique		Agrandir								Golfe marin / Avalé									
		Devant Antonio				Auteur de rumeurs / Tiédeur			Agréable / Inspira-trice				Chemins						
Enduit		Ancienne monnaie chinoise	Groupe de rap				Concur-rents / Pratique												
			Specta-teurs		Pour remplacer / Parties charnues			Cycle		Général contre Grant									
Adversités / Pensée										Égo	Médusé	Vieillard de la mer							
				Extension															
Ville allemande / Petite classe				Mets bas					Obtempéré / Aliénés										
		Bonheur suprême		Voie citadine / Évêché normand				Altière / Possessif											
Parfumer à l'anis / Armes du rosiers							Drame japonais / Plantes ligneuses			Train de banlieue / Bastringue									
						Monnaies russes													
Anneau de cordage					Solipèdes	Vallée des Pyrénées / Fût changée en génisse						Alerte	Fils d'Anchise						
Empereur déchu	Poisson		Valide / Nouveaux congés					Première venue	Hausse / Condiment										
				Bringues / Plaisanté						Négation	Dedans / Technétium								
Cavité naturelle / Sans contre-partie						Ouvre les entrailles													
						Élégante													

PÉTROLE

Le Brent remonte à près de 106 dollars

Les cours du pétrole remontaient légèrement mardi, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient, après avoir reculé la veille. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, gagnait 0,94 % à 105,75 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), référence américaine, pour livraison en décembre, progressait de 1,23 % à 97,65 dollars.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 4 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie annonce une nouvelle ligne vers Athènes

Le groupe Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle ligne aérienne reliant Alger à Athènes (Grèce), à compter du 24 décembre prochain, à raison d'un vol hebdomadaire dans un premier temps, avant de passer à deux vols par semaine à partir de mars 2027.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or et les principaux métaux précieux en baisse

Les cours des principaux métaux précieux, l'or, l'argent, le platine et le palladium, ont reculé mardi impactés par les anticipations de maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé aux Etats-Unis. L'or au comptant a baissé de 1 % à 3.908,49 dollars l'once, après avoir progressé de plus de 2 % lundi, rebondissant ainsi après avoir atteint vendredi son plus bas niveau en un an.
Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre ont également reculé de 1,3 %, à 3.917,90 dollars l'once.
La hausse des prix de l'énergie renforce les anticipations d'un maintien des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) à des niveaux élevés pendant une période prolongée, ce qui augmente le coût d'opportunité de la détention d'or, un actif qui ne génère pas de rendement. Selon l'outil FedWatch du groupe CME, les marchés estiment actuellement à 75 % la probabilité d'une hausse des taux de la Fed en décembre.

APN

Reprise de l'examen du PLF 2027

L'Assemblée populaire nationale (APN) a repris, hier, ses travaux dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2027, lors d'une séance plénière présidée par la présidente de l'Assemblée, Khalida Boufedeche, en présence du ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, et de membres du Gouvernement.
Les débats se poursuivront jusqu'à mercredi et la séance de jeudi sera consacrée aux interventions des présidents des groupes parlementaires et à la réponse du représentant du Gouvernement aux préoccupations et interrogations des députés.
La séance plénière consacrée au vote du PLF 2027 est, quant à elle, prévue lundi 16 novembre.
Le ministre des Finances avait présenté, lundi, les différentes mesures législatives proposées visant à soutenir l'investissement productif et à renforcer la diversification de l'économie, à préserver le pouvoir d'achat et à améliorer le cadre de vie des citoyens, à élargir l'assiette fiscale et à renforcer la mobilisation des ressources, à simplifier les procédures et à accélérer la modernisation de l'administration, ainsi qu'à renforcer la conformité fiscale, la transparence et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

VINGT ANS DE PARTENARIAT

Alger et Séoul veulent franchir un nouveau cap



Par Zahir R.

L'Algérie et la République de Corée veulent donner une nouvelle dimension à leur partenariat stratégique, en privilégiant les investissements productifs, le transfert de technologies et le renforcement des capacités nationales. Cette ambition a été mise en avant hier à Alger, lors d'une conférence sur la stratégie future Corée-Algérie, organisée à l'occasion du vingtième anniversaire de l'établissement du partenariat stratégique entre les deux pays.
Réunissant des responsables gouvernementaux, des experts et des représentants des milieux économiques des deux pays, cette rencontre a permis de mettre en avant les complémentarités entre les deux économies et les possibilités de les valoriser dans un contexte international marqué par les recompositions géopolitiques, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et les nouveaux impératifs de souveraineté économique.
Dans son intervention, l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, Min Kyung-tae, a souligné que vingt années de coopération avaient permis de construire une relation de confiance, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de partenariat. Il a insisté sur la volonté de son pays de construire une coopération fondée sur les priorités de l'Algérie, le partage d'expériences et le développement de projets communs, sans chercher à lui imposer un modèle préétabli.
Il a également relevé que la sécurité énergétique, la maîtrise des chaînes d'approvisionnement et les technologies étaient désormais des enjeux déterminants de souveraineté. Dans ce contexte, la prospérité économique et la sécurité sont devenues étroitement liées, ce qui appelle à élargir la coopération bilatérale à de nouveaux domaines stratégiques. Cette orientation a également été mise en avant par Kim Sung Bae, président de l'Institut de stratégie de sécurité nationale de la République de Corée (INSS), qui a souligné l'intérêt de Séoul pour le renforcement de ses relations avec l'Algérie dans plusieurs secteurs. Dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques et les perturbations des approvisionnements, la Corée souhaite notamment diversifier ses fournisseurs énergétiques et consolider ses chaînes d'approvisionnement.
À ce titre, il a plaidé pour le développement des échanges de pétrole brut et de gaz naturel, mais également pour l'élargissement de la coopération au gaz naturel liquéfié (GNL), à la pétrochimie, aux infrastructures énergétiques, à l'hydrogène et aux énergies renouvelables. L'intérêt sud-coréen concerne aussi les industries automobile, mécanique, électronique et électrique, ainsi que les secteurs de la construction, des infrastructures, de l'intelligence artificielle et des villes intelligentes. Les industries de défense constituent un autre axe de rapprochement, avec la perspective de développer la coopération dans la production d'équipements et les technologies militaires, en s'appuyant sur le cadre institutionnel établi entre les deux pays en 2025. Le responsable sud-coréen a, par ailleurs, mis en avant les possibilités de développer des projets communs sur les marchés africains, en valorisant la position géographique de l'Algérie et ses réseaux régionaux. « Nos deux pays peuvent explorer conjointement de nouvelles opportunités à travers l'Afrique », a-t-il indiqué.

Des complémentarités à transformer en investissements

Pour sa part, l'expert international en économie Abderrahmane Hadef a mis en avant les perspectives de renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et la République de Corée. Il a souligné que cette relation devait évoluer au-delà des échanges commerciaux pour s'orienter vers des partenariats industriels et technologiques fondés sur l'investissement, le transfert de savoir-faire et l'intégration locale.
L'intervenant a notamment relevé les opportunités de coopération dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'énergie et les énergies renouvelables, les mines, les engrais, l'industrie automobile, les équipements électriques et les technologies numériques. Hadef a particulièrement insisté sur le potentiel algérien dans le solaire, l'efficacité énergétique et l'hydrogène vert, ainsi que sur les perspectives offertes par le développement de la fibre optique, de la 5G, de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité.
Par ailleurs, pour concrétiser ces perspectives, l'expert a proposé une feuille de route progressive sur cinq ans, articulée autour de la mise en place de groupes de travail conjoints, de l'identification des projets prioritaires, de la réalisation des études de faisabilité, puis du lancement des premiers investissements et de leur évaluation. L'objectif est de favoriser une intégration industrielle plus poussée, de développer les fournisseurs locaux et de renforcer les capacités d'exportation.

La souveraineté numérique et énergétique, des priorités communes

Sur le plan technologique, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a rappelé que la cybersécurité constituait désormais une priorité stratégique directement liée à la sécurité nationale et à la souveraineté numérique. Il a mis en avant les réalisations issues de la coopération avec la Corée, notamment la mise en place du Centre sectoriel de veille, de détection et de réponse aux incidents cyber (MPT-CERT), ainsi que l'organisation de forums spécialisés en partenariat avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA).
Le ministre a exprimé la volonté de renforcer cette dynamique dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la sécurité de l'information et du développement du capital humain. Il a également évoqué le projet du Centre africain des technologies de l'information et de la communication et des technologies avancées, appelé à contribuer au développement des compétences, au partage d'expériences et à la promotion de l'innovation sur le continent.
L'objectif, a-t-il souligné, est de dépasser la simple acquisition de technologies pour en maîtriser les fondements, les développer et transformer les partenariats internationaux en compétences nationales et en valeur ajoutée durable.
Le secteur des hydrocarbures représente, de son côté, un autre pilier de cette coopération. Le directeur général de la prospective au ministère des Hydrocarbures, Ismail Mostefa, a rappelé le rôle de l'Algérie en tant que fournisseur énergétique fiable, attaché à la stabilité des marchés et à la sécurité des approvisionnements. Il a présenté les principales orientations de la stratégie nationale, notamment le renouvellement des réserves et le développement des capacités de production, illustrés par l'initiative Algeria Bid Round 2026, qui propose sept zones terrestres à fort potentiel aux investisseurs. Le renforcement de l'intégration industrielle, la promotion de la fabrication locale et le développement des activités de raffinage et de pétrochimie figurent également parmi les priorités.
La transition énergétique constitue le troisième axe de cette stratégie, avec des objectifs portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la fin du torchage routinier, la réduction des émissions de méthane et le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Dans ce cadre, plusieurs domaines de collaboration avec les entreprises sud-coréennes ont été identifiés, notamment l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction, la modernisation des installations, l'automatisation des champs pétroliers, la modélisation des réservoirs et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les opérations industrielles. Le responsable a également rappelé que les échanges énergétiques entre les deux pays avaient représenté en moyenne près de deux milliards de dollars par an au cours des vingt dernières années.
L'ambition est désormais de dépasser le commerce traditionnel des matières premières pour évoluer vers les co-investissements, le co-développement technologique et la création d'espaces industriels intégrés.